

LES NEWS

ALGÉRIE-MONDE ARABE

Djoudi se félicite de l'élection de l'Algérie à la présidence du Conseil des ministres arabes des Finances

Page 8

DIPLOMATIE

L'Equateur ouvrira très prochainement une ambassade en Algérie

Page 24

SAMEDI AU MINISTÈRE DES AE

Lancement de l'opération de vote à l'étranger

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, procédera, samedi 12 avril à 8h30, au siège de son ministère, au lancement du centre des opérations de vote à l'étranger.



Les « 6 » à la conquête d'Alger

Kamel Cherif

Les six candidats à l'élection présidentielle du 17 avril ont opté pour la capitale pour entamer leur ultime virage de cette campagne électorale. Tous les candidats, sans exception, ont choisi Alger pour le finish d'une campagne qui les aura conduits dans toutes les wilayas du pays. Il s'agit d'une stratégie de campagne chez tous les candidats qui ont opté pour la capitale, laquelle fait l'objet de convoitise. La direction de campagne de Bouteflika a réquisitionné toutes les grandes salles d'Alger et se prépare activement à ce grand évènement.

Page 3



MESSAHIEL : «Plus de 160 demandes de journalistes étrangers pour la couverture de l'élection présidentielle»

Page 24

PROGRAMME D'APPUI AUX AGRICULTEURS CÉRÉALIERS POUR L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DU BLÉ DUR

Le Groupe Benamor s'investit dans le développement du potentiel agricole et la lutte contre les maladies qui menacent les cultures céréalières

Page 7

Le mouvement Nabni estime nécessaire un changement de la gouvernance publique

Page 7

ÉNERGIE

Pas de projet d'augmentation des prix d'électricité et de carburants

Page 8

SCIENCE et VIE

8 gestes antistress à faire au bureau

Pages 12-13

CULTURE FRANCE - ALGÉRIE

L'Algérie présente au Festival de poésie «Voix Vives de Méditerranée» en Méditerranée de Sète

Page 11

FOOTBALL

CALENDRIER DE LA FIN DE SAISON La LFP devant un véritable casse-tête

Ligue de Football Professionnel Page 21

JUSTICE

ALGER

ILS S'ACHARNENT À COUPS DE COUTEAU SUR LEUR VICTIME 18 ans de prison pour 2 repris de justice

Page 9

Météo



Régions Nord : 20° à Alger

Temps relativement chaud et ensoleillé notamment vers les régions de l'Ouest.
Les vents seront en général faibles à modérés.
La mer sera calme.

Régions Sud : 31° à Tamanrasset

Temps généralement chaud et ensoleillé.
Les vents seront en général faibles.

	Max	Min
Alger	20°	12°
Oran	24°	13°
Annaba	21°	09°
Béjaïa	21°	10°
Tamanrasset	31°	18°

Horaires des prières

Jeudi 10 Joumada ath-thania 1435

Fajr	04:55
Dohr	13:20
Asr	16:27
Maghreb	19:19
Isha	20:41



CAMPAGNE ÉLECTORALE

Sellal à Tiaret, Belkhadem à Naâma, Benyounès et Ghoul à Ouargla, Saâdani à Chlef

M. Abdelmalek Sellal, directeur de campagne du candidat indépendant Abdelaziz Bouteflika, animera deux rencontres populaires aujourd'hui, la première à Tiaret et la seconde à Freneda. Abdelaziz Belkhadem sera quant à lui à Naâma, Mechria et Aïn Sefra. Le SG du MPA M. Amara Benyounès et le SG du TAJ M. Amar Ghoul animeront durant la même journée deux rencontres à Ouargla et Touggourt. Le SG du FLN Amar Saâdani, se déplacera à Chlef.



CE MATIN À 10H30 AU FORUM DE DK NEWS

Conférence sur «Le rôle de la traduction dans le développement économique, social et culturel en Algérie»

M. Abdellouche Athmane, informaticien sera l'invité du Forum de DK News ce matin à 10h30 pour une conférence-débat ayant pour thème «Le rôle de la traduction dans le développement économique, social et culturel en Algérie». Le D' Filali Feriel, professeur à l'université d'Alger 2 interviendra également au cours de la conférence



qui aura lieu au Centre de presse de notre publication sise, 3 rue du Djurdjura, Ben Aknoun, Alger.

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Benflis à Béjaïa, Jijel et Constantine

Le candidat à la prochaine présidentielle, M. Ali Benflis tiendra un meeting populaire ce matin à 10h00, à Béjaïa. A 16h, M. Benflis animera une nouvelle rencontre cette fois-ci dans la wilaya de Jijel. A 18h, le candidat animera une troisième rencontre à Constantine.



Belaïd à Sétif

Le président du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaïd, candidat à l'élection présidentielle du 17 avril, animera un meeting populaire aujourd'hui dans la wilaya de Sétif.



Louisa Hanoune à Khenchela et Tébessa

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), M^{me} Louisa Hanoune, animera ce matin à 11h un meeting populaire à la cinémathèque de Khenchela. A 15h, la candidate à la présidentielle animera une seconde rencontre cette fois-ci à la salle des fêtes de Ouanza, wilaya de Tébessa.



Chihab Seddik à Reghaïa

La Direction de campagne d'Alger du candidat indépendant à la présidentielle M. Abdelaziz Bouteflika, organise cet après-midi à 16h, à la salle de cinéma de Reghaïa, une rencontre populaire qui sera animée par Chihab Seddik et des personnalités nationales et historiques.

MINISTÈRE DU TRAVAIL
Benmeradi à l'ESSS

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Benmeradi, effectuera, aujourd'hui, une visite d'inspection des travaux de réalisation du projet de l'Ecole supérieure de sécurité sociale au centre familial de Ben Aknoun.

CE MATIN À LA SAFEX

Journée d'étude sur la modernisation du registre du commerce

Le ministre du commerce M. Mustapha Benbada, présidera ce matin à 9h au siège de la Société algérienne des foires et exportations (Safex), une journée d'étude consacrée à la modernisation du registre du commerce.

SAMEDI AU MINISTÈRE DES AE
Lancement de l'opération de vote à l'étranger

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, procédera, samedi 12 avril à 8h30, au siège du ministère, au lancement du centre des opérations de vote à l'étranger.

CINQUIÈME CANDIDAT À PARAPHER LE DOCUMENT

Louisa Hanoune signe «Le Pacte algérien pour la justice»

Après avoir été paraphé par Ali Benflis, Belaïd Abdelaziz, Moussa Touati, Ali Faouzi Rebaïne, c'est au tour de la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) et candidate à la présidentielle du 17 avril, M^{me} Louisa Hanoune, de signer «Le Pacte algérien pour la justice», initié par le Syndicat national des travailleurs de l'administration de la justice, lit-on dans un document transmis par le président du (SNFAJ) M. Mokhtari Farid.

Ainsi, Mme Hanoune, est la cinquième candidate qui s'engage à la concrétisation de ce document une fois élu. «Je suis pleinement en accord avec son contenu qui mérite soutien et encouragements», a déclaré Mme Hanoune.



DEMAIN AU CŒUR DE LA CAPITALE

Hommage appuyé à l'homme de la paix

L'association Zemzem que préside M^{me} Selmani Bahia, d'autres associations et des formations politiques dont El Fadhle, présidé par Tayeb Yenoun et Al-waâd présidé par Aymen Harkati, ainsi qu'un grand nombre de sympathisants, effectueront demain vendredi 11 avril une tournée dans les artères de la capitale pour porter le message du candidat Bouteflika, «l'homme de la paix et de la réconciliation nationale».

Les sympathisants du candidat Bouteflika sillonneront la ville, à partir de Bab El-Oued, dans des cortèges fleuris pour la circonstance. Hier soir, 30 véhicules étaient déjà disponibles. La même équipe est attendue ce matin à Chlef où elle participera à un meeting auquel rendront part plusieurs centaines de sympathisants.



PRÉSIDENTIELLE
2014

C A M P A G N E É L E C T O R A L E

Les «6»
à la conquête d'Alger

Les six candidats à l'élection présidentielle du 17 avril ont opté pour la capitale pour leur ultime virage de cette campagne électorale.

Kamel Cherif

Tous les candidats, sans exception, ont choisi Alger pour le finish d'une campagne qui les aura conduits dans toutes les wilayas du pays. Il s'agit d'une stratégie de campagne chez tous les candidats qui ont opté pour la capitale, laquelle fait l'objet de convoitise.

La direction de campagne de Bouteflika a réquisitionné toutes les

grandes salles d'Alger et se prépare activement à ce grand événement. Les partis qui mènent campagne pour le candidat indépendant Abdelaziz Bouteflika, ont réquisitionné les grandes salles d'Alger, ce qui est une démonstration de force de leur part. En ce sens, tout Alger sera acquise à Bouteflika au dernier jour de la campagne, sachant que la «bataille d'Alger» est déterminante pour l'issue du scrutin.

D'ailleurs, plusieurs partis se sont plaints de cette «mainmise» de la part de ceux qui soutiennent le Président Bouteflika, qui se déploient partout et dominent ainsi la campagne. Leur présence en force à Alger dénote de la force du candidat libre.

Les autres candidats semblent se contenter de strapontins et ont du mal à rivaliser avec le Président Bouteflika. Ils sont aussi incapables, pour la plupart,

de remplir autant de salles et d'attirer autant de monde. La différence se situe à ce niveau-là. Il faut aussi relever que les derniers meetings s'avèrent déterminants concernant l'orientation et la persuasion de l'électorat, d'où l'intérêt qu'accordent les candidats à la capitale Alger.

La bataille s'annonce ainsi très rude et c'est certainement le meilleur qui l'emportera.

Sellal :
Le rétablissement de la paix à Ghardaïa
sera «en tête de nos priorités»

Abdelmalek Sellal, directeur de campagne du candidat indépendant à l'élection présidentielle, Abdelaziz Bouteflika, a indiqué mercredi à Beni Izgen (Ghardaïa) que si Bouteflika est élu le 17 avril, le rétablissement de la paix et de la quiétude dans cette wilaya «sera à la tête des priorités» du nouveau gouvernement.

«Si Bouteflika est élu pour un nouveau mandat, la première mission qui incombe au prochain gouvernement sera celle de rétablir la paix, la quiétude, et la stabilité dans la région», a promis Sellal lors d'un meeting à Dar El-Achira Ath Ba Mohamed de Beni Izgen, deuxième meeting de sa journée dans la wilaya dans le cadre de la campagne électorale.

Il a considéré qu'il était «inadmissible» qu'en Algérie de 2014, de tels conflits (entre Malékites et Ibādites) «persistent»,

soulignant que «nous sommes tous des Algériens, unis par l'Islam, l'arabité et l'amazighité». «Ce sont là les trois composantes de notre identité nationale et sur lesquelles nous n'accepterons aucun marchandage», a-t-il affirmé. Sellal s'est par ailleurs, engagé pour plus d'investissement dans la région, qui aura, a-t-il assuré, «sa part de développement dans tous les domaines». Rappelant que le président Bouteflika s'est «entièrement consacré» pour la réconciliation nationale, M. Sellal a indiqué qu'il (Bouteflika) s'est présenté candidat à un nouveau mandat «avec l'unique objectif de bâtir une Algérie nouvelle devant consacrer les libertés de tous les citoyens algériens et leurs droits fondamentaux».

«C'est un long processus qu'il avait entamé et qu'il compte mener jusqu'au bout», a-t-il conclu.

La wilaya de Blida «ne s'immisce pas»
dans la désignation des lieux
des meetings électoraux

Les services de la wilaya de Blida «ne se sont aucunement immiscés» dans la désignation des salles des meetings électoraux, ni dans la confection des programmes de la campagne électorale de la présidentielle du 17 avril, a affirmé mercredi le directeur de la Réglementation et des affaires générales (Drag) de la wilaya.

«L'administration n'est pas habilitée

à s'immiscer, ni de près ni de loin, dans la confection des programmes de campagne des candidats ou de leurs représentants, ni dans la désignation des salles qui abritent les meetings, et cela conformément à l'article 175, point 7, de la loi électorale», a précisé à l'APS M. Ali Meddah.

La Commission de wilaya de surveillance des élections présidentielle (CWI-

SEP) est la seule «habilitée légalement» à préparer le programme de la campagne électorale, a encore expliqué le même responsable, ajoutant que deux procès verbaux relatifs au choix des salles, ont été élaborés le 1^{er} et 6 avril et signés par le président de la Cwisp et les cinq autres membres, soit les représentants des six candidats à l'élection présidentielle.

Des questions
sociales sensibles
au cœur
des discours

Des candidats et leurs représentants à la présidentielle du 17 avril, ont choisi des thématiques sociales sensibles telles que les droits des victimes de la tragédie nationale et l'emploi notamment au profit des jeunes dans le sud au pays, au 18e pour de leur campagne, mercredi.

Ainsi, le candidat du parti Ahd 54, Ali Fawzi Rebaïne a focalisé son activité électorale, à Relizane, sur la décennie noire, s'engageant à régler «définitivement», la situation des familles touchées par le terrorisme, à travers l'instauration de plusieurs lois d'indemnisation.

Aux familles victimes de ce fléau, M. Rebaïne a expliqué qu'en cas de victoire à cette élection, il promulguerait une loi «protégeant non seulement les personnes victimes de cette tragédie, mais également, les familles ayant perdu un des leurs».

L'orateur s'est dit opposé au règlement des problèmes des personnes touchées par le terrorisme, à travers «une prise de décision politique», car doutant de sa pérennité.

«Relizane est une ville, qui a beaucoup subi les affres du terrorisme. Je comprends les peines des familles qui n'ont, à ce jour, pas eu d'indemnisations. Je vous promets si vous votez pour moi, d'instaurer une loi garantissant vos droits et remettre le dossier (à) la justice qui tranchera au nom du peuple», a-t-il précisé.

Pour sa part, Abdelmalek Sellal, directeur de campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika, a axé son discours électorale, à Metlili (Ghardaïa), sur l'emploi des jeunes notamment dans cette région affectée par des incidents.

Sellal a expliqué que le candidat Bouteflika s'engageait à faire de cette région «un véritable pôle de développement économique», promettant qu'en cas de réélection du M. Bouteflika, «les problèmes socio-économiques seront résolus». Dans ce cadre, il s'est engagé à poursuivre le plan d'action déjà, mis en œuvre en matière d'emploi, et à revenir à Ghardaïa pour ne la quitter «qu'une fois les problèmes de la région réglés définitivement». L'orateur a à cet égard, réaffirmé que l'Algérie était «une et indivisible et qu'il n'y (avait) aucune différence entre le nord et le sud», assurant que la politique prônée par Bouteflika a toujours combattu les injustices et les inégalités entre les régions.

La question de l'emploi a également, été au centre du discours de campagne du candidat Ali Benflis, qui s'est engagé, à Skikda, s'il est élu, à relever de 15 % la contribution de l'industrie au Produit intérieur brut (PIB), à travers l'adoption d'un plan national de relance industrielle. M. Benflis, qui a critiqué l'absence d'une stratégie «aux contours clairs» dans l'industrie nationale, a assuré de relancer plusieurs filiales de l'industrie, à l'instar de l'industrie pétrochimique implantée à Skikda. Il a expliqué dans cette optique, que les mesures et engagements du programme de renouveau national qu'il proposait dans le secteur industriel visait à «créer des milliers de nouveaux postes d'emplois».

APS

PRÉSIDENTIELLE
2014

C A M P A G N E É L E C T O R A L E

La CNISEL appelle les parties concernées à se conformer aux règles régissant la campagne électorale

La commission nationale indépendante de surveillance de l'élection présidentielle (Cnisel) a appelé, mardi, les parties concernées par l'élection présidentielle du 17 avril à se conformer aux règles régissant la campagne électorale et à s'écarter de tout agissement de nature à compromettre le bon déroulement du processus électoral.

Dans ce contexte, la Cnisel a rappelé dans un communiqué «les mesures qu'elle a prises face à l'escalade dangereuse et extrêmement condamnable», appelant toutes les parties concernées «par le processus électoral au respect des règles prévues par la loi pour régir la campagne électorale».

Le communiqué souligne, également, l'impératif de «s'écarter de tout agissement de nature à compromettre le bon déroulement de l'élection présidentielle du 17 avril qui constitue un tournant décisif en termes de consécration du véritable exercice démocratique à même de permettre aux Algériens d'exercer leur droit de vote en toute quiétude et sérénité». La Cnisel a «condamné avec la plus grande fermeté les incidents tragiques survenus à Béjaïa à l'occasion de l'organisation d'un meeting pour le compte d'un candidat à la prochaine Présidentielle au titre de la campagne électorale».

Dans ce contexte, la Cnisel a exprimé son «rejet catégorique de tels agissements contraires aux règles de la pratique démocratique et de la concurrence loyale et qui ne font qu'enlever le bon déroulement de la campagne électorale», qualifiant ces derniers de «grave violation des dispositions de la loi organique portant régime électoral». Le communiqué rappelle qu'une fois saisie sur ces incidents, la Cnisel a dépêché un de ses membres pour diligenter une enquête en coordination avec la commission de la wilaya de Béjaïa de surveillance de l'élection présidentielle et établir des contacts avec les différentes autorités civiles et sécuritaires.

La commission a également saisi la sous-commission de supervision judiciaire pour le suivi de l'enquête avec les parties concernées conformément aux dispositions de la loi organique portant régime électoral».

23 recours adressés à la CnSEL depuis le début de la campagne électorale

La Commission nationale de supervision de l'élection présidentielle (CnSEL) a reçu 23 recours depuis le début de la campagne électorale jusqu'à mardi, liés notamment à l'affichage et en a tranché 108, a indiqué Khelifi Abdelouafi, vice-président de la commission.

«La CnSEL a tranché 108 recours sur 123 dont elle a été destinataire. 18 autres sont encore en délibération», a précisé M. Khelifi à l'APS ajoutant que «3 recours ont été reçus durant la phase du dépôt de candidatures». M. Khelifi a indiqué dans ce sens que les recours concernent les dépassements liés notamment à l'affichage anarchique, le parti pris de l'administration et l'iniquité des médias».

Ils portent également, selon le responsable, sur des «faits ayant qualité pénale» dont «des agressions contre les personnes» à l'instar des incidents survenus samedi dernier à Béjaïa, à l'origine de l'annulation du meeting que devait animer Abdelmalek Sellal, directeur de campagne du candidat indépendant, Abdelaziz Bouteflika.

La commission a été saisie, selon M. Khelifi, pour des propos incédents émanant de candidats ou leurs représentants lors des meetings populaires.

La CnSEL a examiné jusqu'à dimanche dernier 98 recours liés, en majorité, à l'affichage anarchique et en a tranché 90, avait fait savoir son président Lachemi Brahim.

APS

Sport et jeunesse, parents pauvres des programmes électoraux des candidats

Sport et jeunesse semblent être les parents pauvres des programmes électoraux des six candidats à l'élection présidentielle du 17 avril, un oubli vite rectifié durant la campagne électorale, qui doit s'achever dimanche prochain.



Certains candidats à cette présidentielle ont cependant compris l'enjeu sociologique de ces deux thèmes et vite rectifié le tir en reprenant dans la foulée d'une intense campagne électorale le dossier de la jeunesse, ses attentes et ses besoins dans une Algérie qui construit son avenir. Sur le terrain, force est de constater que le sport, qui a toujours maintenu allumée la fibre patriotique des Algériens au détour d'une historique qualification en «World Cup», existe pour certains candidats dans une autre planète.

Ce liant solide de la jeunesse algérienne, une sorte de «calumet de la paix» entre supporters des différents clubs algériens, n'a pas trop inspiré les candidats au scrutin présidentiel.

Ils se sont contenté de balancer des généralités dans leurs programmes, sans proposer une politique sportive fédérant les efforts de tous pour que le sport soit autant un moyen de socialisation, d'éducation de la jeunesse, de formation des élites et de puissante machine économique et, au-delà, un secteur dynamique qui fait marcher la finance et les affaires du sport.

Le programme électoral de la candidate du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, la passionaria de la politique algérienne, en matière de jeunesse et sport est «un insupportable désert», résume un observateur.

«Seules la politique étrangère, l'économie ou sa vision politique de ce que sera l'Algérie de demain trouvent grâce à ses yeux», ajoute-t-il, non sans faire remarquer que «Louisa a toujours été une passionnée de politique, de luttes ouvrières, des droits de l'homme. Alors, le sport...» Ali Benflis, candidat indépendant à ce scrutin, n'a réservé dans son programme électoral que «quelques lignes» au secteur du sport et de la jeunesse. Une omission vite rattrapée lors des meetings. A Boumerdes, il s'est engagé à promouvoir la pratique sportive, «aussi bien celle de l'élite que le sport de masse». Mieux, il compte

élargir la pratique du sport à tous les établissements éducatifs, en mettant à leur disposition les moyens adéquats.

Il préconise aussi de «doter chaque commune de deux stades et une piscine pour en faire la première cellule et la base de la pratique du sport, revoir les textes relatifs au professionnalisme, élaborer le statut de l'entraîneur et de l'éducateur».

Bref, pour montrer qu'il suit l'actualité sportive nationale, l'ancien SG du FLN envisage, s'il est élu, de s'attaquer à la violence dans les stades, promettant de lancer une politique de formation et d'encourager le sport féminin.

Le «jeune» Abdelaziz Belaid, candidat du Front AL Moustakbal, appelle de son côté à la création d'un «observatoire national» qui se penchera sur les différentes questions, qui intéressent les jeunes, sans donner de détails sur les mesures à prendre sur le terrain. Le plus jeune candidat à la présidence de la République, a critiqué lors d'un meeting la gestion du sport d'élite, estimant qu'il (le sport) ne se limite pas au football, promettant d'encourager la pratique sportive dans les écoles, les universités et les quartiers. En fait, les six candidats à cette présidentielle «pêchent peut-être par naïveté politique», estime un proche d'un candidat, selon lequel le gros des programmes électoraux a été monopolisé par les grandes questions sociales, urgentes et incompressibles de l'heure: logement, emploi, salaires, routes, santé notamment.

«Peu de place, dès lors, pour le sport, qui, lui ne loge pas les gens, ne leur procure pas de salaire, encore moins un emploi. D'où cet apparente omission du secteur de la jeunesse et des sports dans le programme électoral des candidats», ajoute le même observateur. Le programme de Moussa Touati, candidat du Front national algérien (FNA), n'accorde pas lui aussi un intérêt particulier au secteur de la jeunesse et des sports.

Contacté par l'APS, son directeur de campagne, Abdelkader Boudjouras, ex-

plique que le programme général ne parle que des «grandes lignes».

«Le point de départ de notre programme dans le domaine du sport est d'élargir la pratique sportive en réhabilitant le sport scolaire et universitaire, véritable rétroscène du sport national. Le sport dans ces milieux doit être compétitif et pas seulement des séances de divertissement et de plaisir», a-t-il dit.

Pour le candidat indépendant, Abdelaziz Bouteflika, son programme indique que la pratique des activités sportives par un grand nombre «deviendra un objectif affiché des politiques publiques».

Il s'agit également pour le candidat Bouteflika d'une «démocratisation du sport récréatif, qui s'appuiera sur le développement équilibré de toutes les disciplines sportives et sur la promotion des infrastructures de proximité».

Pour cela, «une attention particulière sera accordée au sport scolaire et universitaire et à l'encouragement du sport féminin», préconise-t-il.

Par ailleurs, le sport de compétition «continuera de bénéficier du soutien de l'Etat à travers une collaboration avec les fédérations en matière de détection et d'encadrement des jeunes talents ainsi que l'amélioration des conditions de préparation et le perfectionnement des encadrements techniques et fédéraux», selon le programme du candidat Bouteflika.

Le candidat de Ahd 54, Ali Fawzi Rebaïne, n'a pas lui aussi accordé un intérêt particulier dans son programme au sport, et s'engage seulement à «la mise à la disposition du sport des moyens de son développement». Le sport algérien, qui dominait il n'y a pas si longtemps les grandes compétitions africaines, placé également dans le panthéon du sport africain, particulièrement pour le handball, a enregistré une douloureuse inflexion ces dernières années, et ne reflète pas les énormes investissements de l'Etat, commente un membre de la Fédération algérienne de football (FAF).

Touati dénonce des «irrégularités»

Le président du Front national algérien (FNA), candidat à l'élection présidentielle du 17 avril prochain, Moussa Touati, a dénoncé mercredi à Alger des «irrégularités» ayant entaché le déroulement de la campagne électorale.

Le président du FNA qui intervenait au forum du quotidien Liberté, au 18e jour de la campagne électorale, a relevé parmi ces irrégularités «l'argent sale utilisé pour financer la campagne électorale d'un candidat et le non-respect des espaces d'affichage».

L'argent «sale» collecté au profit du candidat, sans le citer nommément, a servi, a-t-il avancé, pour l'ouverture des permanences et des bureaux à travers le pays. Il a servi aussi à «transporter et payer les supporters de ce même can-

didat», s'est encore plaint M. Touati. En revanche, M. Touati a précisé que son parti n'a dépensé «jusque-là» que six (6) millions de dinars pour financer sa campagne électorale, ajoutant que cet argent provient des militants du FNA. A une question sur un éventuel retrait de sa candidature de la course à la présidentielle, M. Touati a précisé que la loi ne permet pas aux candidats, dont les dossiers ont été validés par le Conseil constitutionnel, de se retirer de la course.

«Nous sommes des loyalistes et nous respectons les lois de la République», a affirmé le président du FNA, précisant que son parti «aspire à l'instauration d'un Etat de droit et ne doit pas, de ce fait, aller à l'encontre des lois de la République, bien que ceux qui nous gouvernent les bafouent».

PRÉSIDENTIELLE
2014

C A M P A G N E É L E C T O R A L E

La Ligue arabe prête à dépêcher une mission d'observation de haut niveau

La Ligue arabe accorde un intérêt particulier aux échéances électorales qui ont lieu en Algérie, eu égard à «la place occupée par cette dernière et à son rôle dans l'ancrage du processus démocratique dans le monde arabe», a déclaré M. Ben Halli à l'APS.

Il s'agit également, selon lui, de «mettre à profit l'expérience algérienne en matière d'organisation de pareils rendez-vous importants, à l'effet de promouvoir et de dynamiser le rôle du mécanisme d'observation de la Ligue arabe, qui jouit désormais d'une crédibilité aux doubles plans arabe et internationaux».

Les observateurs de la Ligue arabe ont mis en avant lors des précédentes échéances, les moyens mobilisés par l'Algérie notamment en termes d'organisation, à travers le recours aux nouvelles technologies, et la participation d'observateurs de différentes nationalités, a-t-il soutenu. Il a, d'autre part, indiqué que les membres de la mission de la Ligue arabe chargée de l'observation de l'élection présidentielle ont été choisis sur la base de plusieurs critères, notamment l'expérience et la formation, précisant qu'un dossier complet a été fourni aux membres de la mission composée de 121 observateurs formés au niveau de la Ligue. Le dossier comprend tous les documents en rapport avec l'élection présidentielle, en ce qui concerne l'organisation, la législation y afférente, la carte politique et les candidats. Les termes de la convention signée récemment entre l'Algérie et la Ligue arabe, définissant les missions de l'observateur et les normes électorales internationales adoptées auprès de l'ONU, l'UE et l'UA y sont également

Le vice-secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Ben Halli a affirmé que l'organisation panarabe a parachevé toutes les mesures concernant la mission chargée de l'observation de l'élection présidentielle en Algérie, dont un premier groupe, conduit par Mohamed Shih, secrétaire général adjoint de la Ligue, est attendu demain à Alger.



mentionnées. M. Ben Halli a indiqué s'être entretenu avec l'ancien Chef du gouvernement djiboutien qui présidera la mission de l'UA chargée de l'observation de la présidentielle en Algérie, en marge de la visite de la mission africaine de haut niveau mardi à la Ligue arabe. Il a été convenu d'assurer «une coopération et une coordination entre les missions d'observation de l'UA et de la Ligue arabe», a-t-il fait remarquer. La Ligue arabe souhaite que «cette élection se déroule dans la transparence et la démocratie et traduise la volonté indépendante du peuple algérien comme de coutume», a indiqué M. Ben Halli, ajoutant que «des enseignements tirés de telles

échéances nationales» contribuent à la promotion du rôle de la Ligue et lui confèrent davantage de crédibilité aux yeux du citoyen arabe. Concernant la vision future de la Ligue quant au développement du mécanisme d'observation des élections qui est partie intégrante de la promotion du processus démocratique dans le monde arabe, M. Ben Halli a indiqué que cette question était au centre du projet de développement de l'organisation panarabe. Elle a également été soumise au groupe de travail sur «la dimension populaire de la Ligue arabe», présidé par l'Algérie. Parmi les recommandations des quatre groupes pour le développement de l'organisation, il a cité la dynamisation du rôle d'observation des élections, à travers le recours à un mécanisme au niveau de cette échéance. La question qui se pose actuellement au niveau de la Ligue est «comment peut-on créer un dispositif professionnel de haut niveau pour l'observation des élections, doté d'importants moyens matériels et humains», a précisé M. Ben Halli.

Dans ce sens, l'Algérie avait proposé lors des débats animés, dans le cadre du groupe de développement de la dimension populaire de la Ligue, la création d'un fonds pour le financement des élections et des groupes de travail. Une réflexion est également engagée sur la manière de permettre à la Ligue de s'acquitter de son rôle d'observation des élections, d'assistance aux pays membres dans l'organisation des élections, notamment ceux en manque de moyens et d'expérience en la matière, ajoutant qu'une mission a été dépêchée récemment en Europe dans le cadre d'une formation.

Les consulats d'Algérie en Ile-de-France à pied d'œuvre pour les préparatifs du scrutin

Les consulats et consulat général d'Algérie en Ile-de-France, (Paris et sa région) sont à pied d'œuvre pour apporter les ultimes retouches aux préparatifs du scrutin présidentiel qui débutera samedi 12 et se poursuivra jusqu'au jeudi 17 avril pour les ressortissants algériens établis à l'étranger. Il en est ainsi du consulat général d'Algérie à Paris, où on dénombre 71 746 électeurs inscrits dont 43 250 électeurs pour la seule ville de Paris, et 28 496 répartis sur les autres départements relevant de cette circonscription consulaire, a indiqué hier à l'APS, le consul général-adjoint Ibrahim-Zakarya Kammass.

Deux centres et huit bureaux de vote sont prévus pour Paris-ville et douze autres bureaux sont répartis sur les autres départements que couvre le consulat général, soit au total 20 bureaux de vote, a-t-il encore précisé.

Des espaces réservés à l'affichage des portraits des six candidats à cette présidentielle, avec leurs noms respectifs notés, ont été aménagés dans l'enceinte du consulat général, permettant ainsi aux membres de la communauté nationale de mieux les identifier et faire leur choix, a-t-on par ailleurs constaté. S'agissant toujours de la région Ile-de-France et concernant le consulat d'Algérie à Bobigny, (Seine-Seine-Denis), le consul d'Algérie, Chérif Oualid, a indiqué que «tout le dispositif organisationnel est mis en place pour assurer le bon déroulement du scrutin à Bobigny» où sont immatriculés environ 180 000 ressortissants, dont 91 632 électeurs, à la faveur de la révision exceptionnelle des listes électorales, dont 90 078 électeurs inscrits, lors des élections législatives en 2012. Les 91 632 électeurs inscrits, a-t-il indiqué comprennent 44% de femmes et 30% de jeunes dont l'âge varie entre 18 et 40 ans. Ce consulat a par ailleurs mis en place pas moins de 16 bureaux de vote en prévision de cette consultation électorale, soit 12 bureaux installés dans les locaux du consulat, et 4 autres ouverts pour la première fois, à Saint-Denis, Aubervilliers, Aulnay-Sous-Bois et Bagnolet et qui totalisent 28 000 électeurs inscrits, notifiés par courrier individualisé, a précisé le même diplomate. Il a expliqué alors que la délocalisation des 4 nouveaux bureaux dans les villes se distinguant par une forte

concentration de l'électorat algérien, vise à rapprocher les urnes des électeurs et faciliter les opérations de vote, favorisant ainsi une large participation au scrutin.

Toutes les mesures prises pour garantir le meilleur accueil

«Toutes les mesures ont par ailleurs été prises pour garantir le meilleur accueil aux électeurs, a-t-il encore assuré, soulignant que plus de 150 bénévoles sont en outre mobilisés pour l'encadrement du scrutin, et que des journées de formation ont été organisées à l'intention du personnel d'encadrement. «Outre l'affectation équitable des emplacements réservés à l'affichage, les représentants des candidats ont reçu des copies des listes électorales et des membres de bureaux dans le souci d'assurer la transparence du scrutin», a-t-il poursuivi, ajoutant que la sous-commission de supervision des élections composée de magistrats, a inspecté le dispositif pour s'assurer du bon déroulement des préparatifs. Le consul d'Algérie à Bobigny a enfin indiqué que le consulat a mis à contribution différents canaux et supports pour informer et sensibiliser la communauté nationale sur l'intérêt de prendre part au scrutin, par la distribution de flyers, des rencontres avec les ressortissants, l'appel à la consultation du site Internet du consulat, l'affichage dans les locaux consulaires ainsi qu'à travers les associations et radios communautaires. Le consul d'Algérie à Nanterre (Hauts-de-Seine), Abdelkader Debendi a affirmé de son côté que cette circonscription consulaire «n'a ménagé aucun effort pour mettre en place tout le dispositif logistique et administratif nécessaire pour l'encadrement de cette échéance électorale». Environ 100 000 ressortissants algériens sont immatriculés dans cette circonscription consulaire qui compte 43 969 électeurs, a-t-il précisé. Il a relevé aussi que onze bureaux de vote seront mis en place dans la circonscription consulaire de Nanterre pour ce scrutin, dont quatre domiciliés dans l'enceinte même du nouveau siège, à Nanterre-ville alors que les sept autres sont délocalisés à Gennevilliers, Colombes, Clichy la Garenne, Boulogne Billancourt, Clamart, Bagneux et Antony.

M. Medelci reçoit l'observatrice indépendante Anne-Marie Lizin



Le président du Conseil constitutionnel, Mourad Medelci a reçu, hier, M^{me} Anne-Marie Lizin, ancienne présidente du Sénat belge, en sa qualité d'observatrice indépendante pour l'élection présidentielle du 17 avril.

Lors de cette rencontre, M. Medelci a passé en revue le rôle du Conseil constitutionnel dans l'élection présidentielle prévue le 17 avril et répondu aux inter-

rogations de M^{me} Lizin, indique un communiqué du Conseil. Pour sa part, l'observatrice indépendante s'est félicitée du «bon déroulement des préparatifs pour cette élection conformément aux standards internationaux en vigueur et aux garanties légales que le Conseil constitutionnel veille à respecter et à mettre en œuvre en faveur de la régularité de ce scrutin».

M^{me} Lizin se félicite de la qualité de la préparation de l'élection présidentielle

L'observatrice indépendante, Anne-Marie Lizin, s'est félicitée hier à Alger de la qualité de la préparation de l'élection présidentielle du 17 avril, affirmant que l'Algérie «est un pays qui souhaite vivre dans la paix».

«Les institutions (algériennes) préparent très bien et de manière très sereine l'élection présidentielle», a-t-elle indiqué à la presse au terme d'une au-

dience que lui a accordée le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Madjid Bouguerra. «Je dois dire que les textes de la loi électorale sont très solides», a-t-elle ajouté, rappelant qu'elle cumulait trente ans d'expérience dans le domaine de l'observation d'élections. «Les textes sont bons et les institutions de contrôle sont opérationnelles et cela n'est

pas rien étant donné que c'est un grand pays», a-t-elle constaté. M^{me} Lizin, ancienne députée européenne, a indiqué que l'Algérie «est un pays qui veut le calme et veut vivre en paix. Si nous pensons aux révolutions dans les pays arabes, l'Algérie est un pays où la population veut la paix». «La stabilité de l'Algérie intéresse l'ensemble des pays européens», a-t-elle ajouté.

Ma venue en Algérie est pour accompagner le processus préparatoire des élections

L'observatrice internationale, Anne-Marie Lizin, a indiqué mardi à Alger que sa venue en Algérie était pour accompagner le processus préparatoire de l'élection présidentielle prévue le 17 avril.

«En tant qu'amie de l'Algérie, je suis ici pour observer et accompagner le processus préparatoire de la prochaine élection présidentielle», a déclaré l'ancienne sénatrice belge à l'issue de sa rencontre avec le président de la Commission nationale de supervision des élections présidentielles (CNSL), Lachemi Brahmi.

Rappelant qu'elle n'est pas sa première mission en Algérie, M^{me} Lizin a noté qu'elle avait déjà accompli la mission d'ob-

servatrice en 2004, à l'occasion de l'élection présidentielle, où elle avait constaté que le président Abdelaziz Bouteflika, candidat alors pour un deuxième mandat, «était voulu par les Algériens».

«Les élections de 2004 ont montré que M. Bouteflika était voulu par les Algériens, c'était frappant», a noté l'observatrice appelant à l'occasion les observateurs européens à venir en Algérie.

Auparavant, le président de la CNSL avait reçu, M^{me} Mathieu Merino et Eric Des Palieres, membres de la Commission d'experts électoraux envoyés par l'Union européenne (UE).

LE SEPT SUD-EST Des choix multiples de développement socioéconomique et écologique à horizon 2030

Des choix multiples de développement socioéconomique et écologique à l'horizon 2030 ont été exposés, mardi à Biskra, au cours d'une rencontre régionale sur le Schéma d'aménagement de l'espace territorial (SEPT) Sud-est. Tenue au Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA), la rencontre a donné lieu à la présentation, par un groupement de bureaux d'études mixte algéro-français, des orientations générales sur la seconde phase du SEPT Sud-est qui succède à la phase diagnostic. M^{me} Chafia Djouadi, représentante du groupement, a indiqué que le SEPT Sud-est, qui englobe les wilayas de Biskra, d'El-Oued, de Ouargla et de Ghardaïa, propose plusieurs choix de développement dont la valorisation du mode de vie saharien, la maîtrise de la gestion urbaine, la création d'un centre hospitalo-universitaire dans la région, la dynamisation d'une économie axée sur l'agriculture, la diversification des cultures, la création d'une bourse des dattes et l'aménagement de zones de développement industriel intégrées. Au volet écologique, les orientations retenues insistent sur la protection et la valorisation des écosystèmes oasiens et sur la limitation des méfaits de l'urbanisation sur les milieux naturels. La réunion de deux jours donnera également lieu à des débats d'enrichissement de la troisième phase de ce schéma intitulée "exécution et plans d'actions", animés dans cinq ateliers thématiques sur "le développement humain, la ville, l'urbanisation, le logement", le "système de production et développement économique", l'"organisation des transports et infrastructures de télécommunications", l'"environnement, développement durable, valorisation du patrimoine naturel, culturel et touristique" et "les zones frontalières et les rapports inter-régions". 250 participants prennent part à la rencontre, dont des responsables des wilayas concernées, des élus, des opérateurs économiques et sociaux, des représentants du mouvement associatif, des membres de la commission sectorielle commune de suivi, le comité de suivi du ministère de l'Aménagement du territoire ainsi que des instances centrales.

L'objectif du SEPT est de coordonner les choix stratégiques de l'Etat en matière d'aménagement du territoire de cet espace, a souligné Madjid Saâda, directeur général de l'aménagement du territoire et de l'attractivité territoriale au ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement. L'Algérie a adopté, a-t-il souligné, une stratégie nationale d'aménagement du territoire articulée autour du schéma national d'aménagement territorial à l'horizon 2020, en vertu de la loi n° 02-10 du 29 juillet 2010. La rencontre s'inscrit également dans le cadre de la mise en place des outils nécessaires à l'exécution de la stratégie nationale d'aménagement du territoire.

OUM EL-BOUAGHI 5 000 logements sociaux seront réceptionnés en 2014

Un quota de 5 085 logements publics locatifs (LPL) sera réceptionné et distribué dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi "avant fin 2014", a annoncé mardi le wali, Mohamed-Salah Manaâ. Au cours d'une rencontre avec la société civile dans la commune de Meskiana, il a précisé que 70% du programme a été retenu au titre du plan quinquennal 2010-2014. Durant l'année dernière, un total de 2 300 logements de ce même type a été distribué à travers la wilaya d'Oum El-Bouaghi, a rappelé de son côté le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI).

Le responsable a également souligné que 8 862 logements sociaux sont actuellement en construction tandis que 4 899 autres se trouvent "au stade final des études techniques". A ces opérations, s'ajoutent 3 000 unités du même segment accordées à la wilaya lors de la dernière visite du Premier ministre. Le chef de l'exécutif local a qualifié de "satisfaisant" le rythme d'exécution des projets d'habitat, estimant à 48 000 le nombre des logements en voie de réalisation dans le cadre des diverses formules.

INDUSTRIE L'Etat encourage le partenariat pour la relance de l'économie nationale

"La politique du gouvernement a pour but la réindustrialisation du pays et la relance de l'économie nationale à travers l'encouragement de partenariats avec des entreprises étrangères dans les secteurs public et privé", a indiqué le ministre. M. Benyounés s'exprimait à la clôture du 3^e Salon international du plastique, du caoutchouc et des composites (Plast Alger) et du 4^e Salon international de l'impression et de l'emballage (Printpack) qui ont vu la participation de 164 exposants venant de 24 pays. "Nous avons besoin du transfert de la technologie et d'expériences dans le management des entreprises où nous avons un déficit. Donc ce salon est une opportunité pour les entreprises algériennes, restées pendant des années renfermées sur elles-mêmes, de faire des rencontres avec leurs homologues étrangères et négocier d'éventuels partenariats" souligne-t-il. Les deux salons

Le ministre du Développement industriel et de la promotion de l'investissement, Amara Benyounés a réaffirmé mardi à Alger le soutien de l'Etat à la mise en place de partenariats avec des entreprises étrangères pour "la relance de l'économie nationale".



ouverts dimanche au Palais des expositions (Pins maritimes) ont été couronnés de "succès", plusieurs contacts et négociations ayant été effectués entre les participants à ces salons qui ont drainé "plus de 3 000

visiteurs", a estimé Martin Marz, P-DG de Fairtrade l'entreprise organisatrice. De son côté, le conseiller commercial auprès de l'ambassade d'Autriche à Alger Markus Haas a jugé que le salon a été "un

grand succès" pour l'Autriche ajoutant que "des contrats de 2 à 3 millions d'euros" dans la plasturgie ont été concrétisés entre des entreprises autrichiennes et algériennes. L'Autriche a participé avec 13 entreprises dont 4 installées en Algérie. En outre, les exposants algériens et étrangers furent unanimes à dire que leur participation a été "très positive", puisqu'elle leur a permis de "négocier des projets", en attendant de concrétiser les projets de partenariat discutés lors de ces salons. Parmi les 164 exposants ayant pris part à Plast Alger et Printpack, 21 entreprises publiques et privées ont représenté l'Algérie.

Les pays les plus représentés sont l'Italie (27 exposants), la Chine (20), la France (16), l'Autriche (13), l'Espagne (11), l'Allemagne et Taiwan avec (8) exposants chacun. La prochaine édition se tiendra en 2016 à Alger, selon M. Marz, P-DG de Fairtrade.

113 projets d'investissement approuvés par le CNI pour 611 milliards de DA en 2013

Le Conseil national de l'Investissement (CNI) a approuvé durant l'année 2013 pas moins de 131 projets d'investissement dont 29 projets d'investissement direct étranger, a indiqué mardi à Alger le ministre du Développement industriel et de la Promotion de l'Investissement, Amara Benyounés. Le montant global de ces projets s'élève à 611 milliards de DA (77 milliards de dollars) avec une prévision de création de 22 500 postes d'emploi directs, a-t-il précisé, lors d'une cérémonie de signature de trois conventions dans les secteurs de la sidérurgie et du textile entre l'ANDI et des partenaires étrangers et d'un contrat de coopération dans l'industrie pharmaceutique. Le CNI avait examiné durant le 1^{er} semestre de 2013 un total de 90 projets d'investissement pour un montant de 511,3 milliards de DA (63 MDS dollars), selon un bilan présenté l'année dernière par l'ANDI (l'Agence nationale de développement de l'investissement). Depuis janvier 2013, le CNI donne son accord pour tout investissement qui dépasse 1,5 milliard de DA, contre un seuil de 500 millions de DA auparavant, selon une disposition de la loi de finances 2013. Dans le même temps, poursuit le ministre, des partenariats industriels se consolident avec des leaders mondiaux dans toutes les filières, "améliorant ainsi le climat des affaires en Algérie par une relance effective de l'investissement qui intervient après une période de vulnérabilité qui avait fait reculer l'acte d'investir". Ainsi, les sociétés de gestion des participations de l'Etat (SGP) et les entreprises publiques économiques (EPE) non affiliées

relevant du secteur de l'industrie ont engagé près de 77 projets de partenariat dont 26 initiés dans les filières mécanique, équipements agricoles, construction métallique, sidérurgie ainsi que les matériaux de construction, a fait savoir M. Benyounés. «Ces projets ont déjà fait l'objet de validation par le Conseil des participations de l'Etat (CPE)», a-t-il ajouté. Le ministre a indiqué, par ailleurs, que 51 projets de partenariat sont en phase de signature de protocoles d'accord, de préparation de pactes d'actionnaires et d'élaboration de leurs business plan. Quant aux entreprises algériennes privées, elles sont également "au coeur de cet effort de partenariat et de cette dynamique", a souligné M. Benyounés. "Plus de 300 projets de partenariat sont à mettre à leur actif et ce à la faveur de leurs participations aux forums, leurs connaissances réelles des marchés internationaux et leur présence active dans les manifestations économiques", a-t-il avancé. Le ministre a affirmé, dans ce contexte, que toute cette dynamique est liée au dispositif d'encouragement aux investissements mis en œuvre notamment par l'ANDI. Pour M. Benyounés, la concrétisation de ces partenariats "démontre plus que jamais" l'importance et l'attractivité de l'économie nationale, son ouverture sur les leaders mondiaux disposant d'une technologie et d'un savoir-faire avéré et annonce, dans un avenir proche, la multiplication d'alliances stratégiques qui viendront enrichir et diversifier la plateforme industrielle nationale.

Plus de 3,7 milliards de dollars d'investissement dans trois projets

Le montant des investissements pour trois projets dans les secteurs de la sidérurgie et du textile avec des partenaires étrangers dépasse 3,7 milliards de dollars, a indiqué mardi à Alger Abdelkrim Mansouri, directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI). "Pour les trois projets, il y aura la création de 11 000 emplois pour plus de 3,7 milliards de dollars d'investissement", a souligné le responsable de l'ANDI qui a signé trois conventions d'investissement dans les secteurs de la sidérurgie, du textile avec des partenaires étrangers. La première convention, paraphée avec M. Benabbas Ahmed, président du conseil d'administration d'Arcelor-Mittal Algérie, vise à faire bénéficier l'entreprise des avantages liés au régime de la convention dans le cadre de la réalisation et de l'exploitation de l'investissement de réhabilitation et d'extension du complexe sidérurgique d'El-Hadjar. Selon Amara Benyounés, ministre du Développement industriel et de la promotion de l'investissement, le projet d'Arcelor-Mittal tend à porter la part de marché de la société de 34 % en 2017 (contre 11 % en 2012), soit 1,1 million de tonnes sur le marché des produits longs et de 40 % à 80 % en 2017 sur les produits plats. Le montant global de ce projet est de 57,6 milliards DA. Pour Mohamed Maghlaoui, président

du directoire de la SGP Transolb, 11% de la demande nationale est satisfaite par la production locale dans le domaine de la sidérurgie pour atteindre 75% en 2025. La deuxième convention a été signée avec M. Hasnaoui Chiboune, président du conseil d'administration de la Société algéro-qatarie de sidérurgie. Il vise à faire bénéficier l'entreprise des avantages liés au régime de la convention dans le cadre de la réalisation et de l'exploitation d'un projet de complexe sidérurgique de Bellara (Jijel). Actuellement en cours d'étude, le projet commun entre le qatari Steel industry et le groupe SIDER porte sur la réalisation d'une nouvelle aciérie et plusieurs laminoirs d'une capacité globale de 4 millions de tonnes/an. Quant à la réalisation, elle interviendra en deux phases successives avec un coût global de 169,7 milliards DA. S'agissant de la troisième convention, elle a été signée par Toprak Husamettin, directeur général de l'Algérienne des industries textiles TAYAL SPA pour bénéficier des avantages liés au régime de la convention dans le cadre de la réalisation et de l'exploitation d'un pôle industriel des textiles dans la zone industrielle de Sidi Khettab (Relizane). De son côté, Saidani Abdelhak, président SGP industries manufacturières, a exprimé son optimisme de la relance de secteur "étouffé par l'informel depuis

des décennies et dans lequel on n'a pas investi depuis 30 ans. C'est ce qu'on fait à travers ce partenariat". Ce projet commun porte sur la réalisation de huit usines spécialisées dans la confection d'articles d'habillement (tenues de sport et jeans). Le volume de production au niveau de ce pôle sera de l'ordre de 30 millions de mètres linéaires avec 24 000 postes d'emploi à terme. La deuxième phase verra la réalisation de dix autres usines avec une estimation d'investissement de 97 milliards DA (1 milliard d'euros) et permettra la création de 9 816 emplois. Lors de la même cérémonie, un contrat de coopération entre le groupe pharmaceutique Saïdal et les laboratoires Servier (France) a été conclu pour le transfert de technologie et de savoir-faire dans le domaine de la fabrication sous licence des médicaments entre les deux parties. L'objectif du contrat est la production et l'importation de produits pharmaceutiques de la gamme du groupe français afin de renforcer le groupe Saïdal dans sa démarche de transfert technologique et de diversification de ses produits et du lancement dans la fabrication de principes, a-t-on expliqué. M. Mansouri a précisé que ces conventions seront soumises au Conseil national d'investissement (CNI) car les projets concernent des domaines stratégiques effectués selon la règle 49/51.

PROGRAMME D'APPUI AUX AGRICULTEURS CÉRÉALIERS POUR
L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DU BLÉ DUR

Le Groupe Benamor s'investit dans le développement du potentiel agricole et la lutte contre les maladies qui menacent les cultures céréalières

Une journée
thématique
d'information et
d'action consacrée
aux maladies
cryptogamiques
(pathologies causées
par des champignons
microscopiques)
affectant les céréales
a été organisée le 8
avril 2014, dans la
wilaya de Guelma,
par le groupe
Benamor.



Amel B.

Cette rencontre s'inscrit, dans le cadre du programme d'appui effectif aux adhérents agriculteurs céréalières du réseau d'amélioration de la qualité du blé dur, lancé depuis trois ans, par le Groupe agroalimentaire privé. Cette journée a mis l'accent sur l'impact aggravant de la variabilité des conditions climatiques particulières observées au cours de cette campagne céréalière 2013/2014.

Les experts et les professionnels de la filière, ont fait part à cette occasion, de la présence accrue de ces maladies dans beaucoup de zones de production, ce qui constitue une menace constante aux cultures céréalières. Dans ce sens, le Groupe Benamor a tenu à réunir, lors de cette rencontre technique, les adhérents céréalières au réseau qualité des blés durs de la région Est, des producteurs représentatifs des autres régions du pays, les instituts agricoles spécialisés ainsi que les structures concernées de l'Oaïc et des Ccls. Participants et experts ont passé en revue la situation actuelle et notamment les questions liées aux maladies céréalières telles que la rouille et la septoriose qui peuvent causer des pertes de rendement importants allant jusqu'à 50 %.

Après avoir établi l'état des lieux des maladies cryptogamiques qui se

sont développées au cours de la campagne 2013/2014, les participants ont débattu de plusieurs points relatifs, entre autres, aux modalités de mise en œuvre et de suivi des cultures dans le cadre du réseau d'amélioration de la qualité du blé dur de la région Est et aux actions préconisées en termes de traitements préventifs et curatifs pour lutter contre ces maladies parasitaires. Cette rencontre a été sanctionnée par une série de recommandations pour la préservation qualitative et quantitative des cultures.

Pour rappel, la création du réseau Blé dur est une initiative du groupe Benamor qui a réussi à fédérer plusieurs intervenants de la filière céréalière en Algérie et à rapprocher les producteurs de céréales et les transformateurs des blés. Cette initiative a abouti à la création, selon les dispositions de la loi d'orientation agricole définissant l'organisation et l'intégration des professions agricoles et favorisant la promotion de l'approche participative, d'un réseau constitué par l'adhésion volontaire de tous les acteurs concernés par la filière céréalière.

Il faut savoir que la zone d'intervention de ce réseau s'étend aux wilayas de l'Est du pays, principales productrices de blé dur, à savoir Annaba, Constantine, Guelma, Mila et Sétif et Souk Ahras. Le réseau intègre, outre le groupe Benamor, l'Oaïc à travers les Ccls, les producteurs de blé dur inté-

ressés, les Instituts techniques et les Universités ainsi que le comité de suivi piloté par le groupe Benamor. Le plan d'action global mis en place définit les actions de chacun des intervenants, la périodicité des interventions, les objectifs de phase, les documents de traçabilité et les travaux d'analyse et d'évaluation au niveau moulin du groupe Benamor, avec la participation de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaïc). Ce plan comporte une phase préparatoire limitée à la campagne agricole 2010-2011 suivie d'un programme triennal 2012-2014. Il vise la concrétisation de deux objectifs complémentaires. Le premier objectif porte sur la production de blés durs de qualités technologiques compatibles avec la fabrication de produits alimentaires de qualités conformes aux besoins des consommateurs, à travers, notamment la mise en synergie des potentiels disponibles, l'intensification des méthodes et techniques de production, l'organisation de la collecte, de la livraison et du paiement de récolte.

Le deuxième objectif visé concerne l'émergence parmi les opérateurs au sein du réseau, d'élites capables de maîtriser les techniques de production, de conservation et de transformation respectueuses de l'environnement et d'instaurer des relations harmonieuses entre les acteurs de la filière afin de constituer un pôle de compétitivité et d'excellence.

Signature de deux conventions de partenariat pour le développement de la recherche et la création d'entreprises

Deux conventions de partenariat portant sur le développement de la recherche et la création d'entreprises ont été signées, mardi à Oran, entre le secteur de la recherche scientifique, l'Entreprise nationale des industries électroniques (Enie) et l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej).

La cérémonie de signature a été organisée en marge du salon national de valorisation des résultats de la recherche, en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Mebarki, et la ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Dalila Boudjemaa.

La première convention a été signée entre la Direction générale de la recherche scientifique et le développement technologique (Dgrsd) et l'Enie afin de développer, pour la première fois en Algérie, une structure de recherche et de développement domiciliée dans une entreprise industrielle nationale.

Il s'agit d'accompagner cette entreprise nationale pour la mise en place d'une structure de développement technologique des industries électroniques. L'Enie constituera ainsi un terrain de stage pour les étudiants en fin de cycles.

La deuxième convention a été signée entre l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et le développement technologique (Anvredet) et l'Ansej en vue d'accompagner les étudiants diplômés porteurs de projets désirant être incubés par l'Anvredet et financés par l'Ansej.

Ces derniers temps, d'autres conventions ont été signées avec d'autres secteurs et le ministère de l'Environnement concernant le traitement des déchets et leur transformation en biogaz, ainsi qu'avec Sonelgaz pour la conception d'un compteur de gaz intelligent et la sécurisation du réseau, a rappelé M. Mebarki lors de la cérémonie de signature.

ADRAR 220 projets d'investissement avalisés

220 projets d'investissement ont été avalisés dans la wilaya d'Adrar depuis 2011 par le comité d'assistance à la localisation et la promotion de l'investissement et de la régulation foncière (Calpiref), a-t-on appris à la direction du développement industriel et de la promotion de l'investissement.

Ces 220 projets qui totalisent un volume d'investissement de plus de 56 milliards de DA et figurent parmi les 630 dossiers déposés auprès du

Calpiref, ont été répartis sur plus de 690 hectares, à travers différentes régions de la wilaya, a indiqué le directeur du secteur, Abderrahmane Ayache. Ces investissements sont susceptibles de générer plus de 6.120 emplois, a-t-il ajouté.

Ces projets, dont 18 sont en cours de réalisation dans la commune du chef-lieu de wilaya, portent sur des activités liées notamment à l'industrie (73 projets), le tourisme (46), l'agriculture (12), la santé (16), les énergies renouvelables (14), le reste étant réparti entre les créneaux de la culture, des services, des travaux publics, de l'hydraulique, et des matériaux de construction, a-t-il précisé.

Selon le même responsable, 88 dossiers d'investissement ont été traités depuis le début de l'année en cours par le Calpiref de la wilaya d'Adrar.

APS

Le mouvement Nabni estime nécessaire un changement de la gouvernance publique

Le mouvement Nabni (Notre Algérie bâtie sur de nouvelles idées) a plaidé mardi à Alger pour un changement «profond» de la gouvernance publique et du fonctionnement des institutions pour garantir la stabilité du pays et l'engager dans un projet de développement.

«L'Algérie est à la croisée des chemins. Le moment est venu de s'atteler à un changement profond de la gouvernance publique et du fonctionnement des institutions», a indiqué au cours d'un point de presse le porte-parole de Nabni, Abdelkrim Boudraa.

Pour lui «la mauvaise gouvernance, corollaire de l'af-

faiblissement des institutions», était à l'origine «des échecs passés et de la fracture qui s'est installée entre l'Etat et la société», ajoutant que l'une «des failles du système en place» c'était de dépendre de la rente.

«Ce sont les mêmes causes qui sont à l'origine de la mauvaise gestion de nos ressources et de l'échec patent à sortir de l'économie de la rente. L'absence de réformes sérieuses de la gouvernance hypothèque aujourd'hui l'avenir du pays», a-t-il estimé. Selon M. Boudraa, l'Algérie doit faire des «ruptures fondamentales», notamment se détacher de la rente afin de rompre avec les «dévi-

induites par cette richesse «éphémère», être «redevable» envers la société pour que l'Etat rende compte de ses actions aux citoyens et s'ouvrir au changement pour lancer un Etat moderne, qui ne soit pas «figé» dans des schémas «dépassés».

Le porte-parole de Nabni préconise également l'amorce d'un Etat «inclusif» dans son fonctionnement, qui écoute et implique ses citoyens, la «transparence» dans ses actions afin que cesse «l'opacité» qui entoure l'Etat et la chose publique et la mise en place d'une stratégie «ambitieuse et volontariste». Pour M. Boudraa, les moyens financiers dont

l'Etat a disposé ces dernières années, grâce aux recettes des hydrocarbures, allaient probablement se réduire «drastiquement», soulignant que «préparer l'Algérie à cette inévitable échéance requiert un changement de voie, qui est garant de la stabilité».

«Garantir la stabilité du pays exige de changer de cap rapidement. Perpétuer l'immobilisme et la voie actuelle l'expose au risque de difficultés majeures et aux dangers de l'instabilité», a-t-il soutenu. «Nous avons une fenêtre d'opportunités pour faire les réformes nécessaires et d'aller vers un développement concret du pays», a-t-il souligné.

GRÈCE

Première grève générale de l'année devant affecter surtout les transports

Une grève générale de 24 heures qui doit perturber surtout les transports était prévue hier à Athènes et dans d'autres villes grecques à l'appel des syndicats du privé et du public.

Il s'agit de la première grève générale de l'année, observée par les centrales syndicales du public (Adedy) et du privé (Gsee), pour protester contre la poursuite d'une politique de rigueur pour la cinquième année consécutive depuis l'éclatement de la crise de la dette.

«Non aux licenciements et au chômage partiel, protection des acquis sociaux et services publics», revendiquait l'Adedy dans un communiqué.

La Grèce s'est engagée auprès de ses créanciers publics (UE, BCE, FMI) à procéder au licenciement de 11 500 fonctionnaires d'ici fin 2014, via la fusion ou la suppression d'organismes publics, après 3 500 licenciements effectués en 2013.

Ces dernières années, environ 20 000 agents ont été placés au chômage partiel, l'objectif étant d'arriver à 25 000 d'ici fin 2014.

De son côté la centrale Gsee a appelé les salariés à «résister à la catastrophe sociale» et «réclamer le changement des politiques». «Nous disons "non" à la rigueur, au chômage et aux conditions de travail moyenâgeuses», poursuit-elle dans un communiqué.

Les navires commerciaux sont restés à l'ancre dans la majorité des ports, aucune liaison maritime ne sera effectuée entre les îles et le principal port du Pirée, près d'Athènes, en raison de la participation du syndicat des marins à la grève, selon le bureau de presse de la Marine marchande.

Les chemins de fer (OSE) et le train de banlieue qui relie Athènes à l'aéroport d'Athènes étaient également en grève. Toutefois, les aéroports fonctionnaient normalement ainsi que le métro et le tramway d'Athènes, mais pas les trolleys qui étaient en grève pour 24 heures et les bus, dont les conducteurs étaient en grève jusqu'au soir.

La plupart des pharmacies étaient également en grève en raison d'un récent accord signé entre le gouvernement et la troïka sur la dérégulation du secteur.

Les hôpitaux fonctionnaient avec du personnel d'astreinte en raison de la participation des médecins à la grève.

Deux rassemblements étaient prévus en fin de matinée dans le centre d'Athènes.

OADIM

Le 13^e Congrès arabe des ressources minières se tiendra fin avril à Marrakech

Le 13^e Congrès arabe international des ressources minières tiendra ses travaux entre le 28 et 30 avril à Marrakech (sud du Maroc) sous le thème «Les ressources minières, potentiel promoteur de développement durable», a annoncé mardi l'Organisation arabe pour le développement industriel et minier (Oadim), organisatrice de cette rencontre dans un communiqué.

L'organisation de ce congrès s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'action arabe commune et la promotion de la coopération et la coordination arabe dans ce secteur, a précisé l'Oadim dont le siège est à Rabat.

La rencontre offrira l'opportunité pour échanger et partager l'expertise entre experts arabes et internationaux, présenter la législation des pays arabes dans ce domaine ainsi que les opportunités d'investissement dans le secteur minier dans la région arabe. En marge de ce congrès auquel prendront part des responsables arabes d'organismes nationaux chargés des ressources minières ainsi que des sociétés arabes et internationales opérant dans ce secteur, se tiendra le 45^e conseil exécutif de l'Oadim ainsi qu'un atelier sur les mécanismes de développement de l'artisanat et sa transformation en industries d'exportation, a ajouté la même source. Le 12^e congrès de l'Oadim s'était tenu en novembre 2012 à Khartoum (Soudan).

APS

ALGÉRIE - MONDE ARABE

Djoudi se félicite de l'élection de l'Algérie à la présidence du Conseil des ministres arabes des Finances

Le ministre des Finances, Karim Djoudi s'est félicité mardi à Tunis de l'élection de l'Algérie à la tête du Conseil des ministres arabes des finances pour la prochaine étape. Dans une déclaration à l'APS en marge des réunions des institutions financières arabes, M. Djoudi a qualifié la situation des institutions monétaires arabes de «confortable» grâce à la hausse de leurs capitaux de près de 50% en dépit de la crise financière mondiale.

Les délégations arabes ont examiné plusieurs questions relatives à la consolidation de la stabilité économique dans la région arabe, les développements économiques internationaux et régionaux et les défis auxquels les économies des Etats arabes font face, a fait sa-

voir le ministre des Finances qui a présidé la 5^e session du Conseil des ministres arabes des finances. Les réunions des institutions financières arabes visent à coordonner davantage les politiques financières et monétaires tout en les adaptant aux nouveautés

économiques aux plans international et régional. Ces institutions jouent un rôle pionnier dans le soutien des programmes et projets de développement dans le monde arabe et la concrétisation de la coopération dans la perspective de réaliser la complémentarité écono-

mique. M. Djoudi a mis en avant le débat approfondi entre les délégations ministérielles autour de la subvention des prix des produits alimentaires et énergétiques en soutenant les budgets des Etats compte tenu de l'envolée des cours sur les marchés internationaux.



ÉNERGIE

Pas de projet d'augmentation des prix d'électricité et de carburants

Le ministère de l'Energie et des Mines a indiqué mardi qu'il n'y a pas de projet d'augmentation des tarifs de l'électricité, du gaz naturel et des carburants. «Contrairement à des allégations rapportées par certains organes de presse, le ministre de l'Energie et des Mines, confirme qu'il n'y a pas de projet d'augmentation des tarifs de l'électricité, du gaz naturel et des carburants», souligne le ministère dans un communiqué.

Le Système national de recherche a gagné en performance

Le Système national de recherche (SNR) «a gagné en performance et en cohérence dans la mise en adéquation des objectifs scientifiques avec ceux socio-économiques de développement d'une part, et la mobilisation de la communauté des chercheurs d'autre part», a affirmé, mardi à Oran, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Mebarki.

S'exprimant lors de l'inauguration du Salon national de valorisation des résultats de la recherche en présence de la ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Dalila Boudjemaâ, le ministre a souligné que «le système national de recherche a prouvé que l'évolution de la recherche scientifique en Algérie n'est pas uniquement quantitative, mais une réalité sur le terrain».

Traduisant l'intérêt accordé par l'Etat à ce secteur stratégique, un large programme de réalisation d'infrastructures liées à la recherche scientifique a été lancé incluant 25 nouveaux centres de recherche, 1 000 laboratoires de recherche, 5 unités de recherche, 7 plateformes technologiques, 15 plateaux techniques d'analyses physico-chimiques, 20 centres de calcul intensif et 3 unités d'aide au diagnostic.

«Une grande partie de ce programme est déjà réalisée», a-t-il indiqué. Plus de 28 300 enseignants chercheurs et 2 315 chercheurs permanents sont impliqués dans l'exé-

cution des programmes nationaux de recherche touchant à différents domaines (l'agriculture, l'aquaculture, les énergies renouvelables, la santé et autres).

Le nombre de publications internationales de première catégorie est passé de 11 000 à 35 000 au terme de la loi-programme 2008-2012, consacrée par le gouvernement à la recherche scientifique et développement technologique, «en terme de publications, nous sommes par exemple leaders en sciences des matériaux en Afrique et à la 28^e place dans le monde», a encore indiqué le ministre.

En 10 ans, l'Algérie est passée de 41 à 170 brevets, essentiellement dans les sciences et technologies. Deux brevets sont passés à l'exploitation industrielle, le premier dans le domaine des lasers et le second concernant la gestion des déchets, alors que 35 brevets sont en phase d'incubation par l'Agence nationale de la valorisation de la recherche et du développement technologique (Anvredt), dans le but de créer des PME issues de résultats de recherche dans les technologies avancées, a-t-il évoqué.

Selon M. Mebarki, sur les 2 100 projets de recherche exécutés dans le cadre des PNR, plus de 400 ont été identifiés comme étant directement valorisables avec une valeur ajoutée importante pour tous les secteurs socio-économiques.

Pour la ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Dalila Boudjemaâ, la



recherche scientifique dans le secteur de l'environnement a connu une dynamique assez particulière dont le résultat a été la mise en œuvre d'un programme spécial qui prend soins des principales préoccupations du secteur de l'environnement. En effet, entre 2003 et 2011, 188 projets de recherche dans l'environnement ont été recensés dont 143 projets sur l'eau, les déchets, la pollution industrielle et l'éducation environnementale et 45 dans le domaine de la biotechnologie et les changements climatiques, ont été mis en œuvre avec les chercheurs et universités algériennes, a-t-elle indiqué.

Le Salon national de valorisation des programmes nationaux de recherche (PNR), inauguré mardi par les deux ministres, regroupe près de 400 laboratoires et centres de recherche nationaux.

Après l'inauguration du salon, Mohamed Mebarki a visité le projet de réalisation de 64 logements pour le secteur de l'enseignement supérieur à Bir El Djir, où il a eu un aperçu sur les projets actuels et futurs du secteur dans la wilaya.

ALGER

Mohamed, commerçant, âgé de 59 ans, a été violemment agressé par deux individus qui se sont acharnés sur lui avec des couteaux dans le but de lui voler son argent. Mohamed décède sur le coup.

A. Ferrag

Les agresseurs prennent ensuite la fuite s'emparant de l'argent, en abandonnant leur victime dans une mare de sang.

Après une minutieuse enquête, les deux malfaiteurs sont arrêtés et reconnaissent les faits qui leur sont reprochés.

ILS S'ACHARNENT À COUPS DE COUTEAU SUR LEUR VICTIME 18 ans de prison pour 2 repris de justice



Le jour du procès, les deux malfaiteurs, repris de justice notoire, en l'occurrence Nabil et Salah, sont accusés d'association de malfaiteurs, d'homicide volontaire avec préméditation, de vol qualifié et de menaces à l'arme blanche. Devant tant de preuves, les accusés passent aux aveux et racontent les circonstances de leur crime.

Le représentant du ministère public insista sur le fait qu'il s'agit de dangereux criminels qui doivent être

jugés pour homicide volontaire, vol qualifié et fit ressortir dans son réquisitoire la gravité des faits pour lesquels étaient poursuivis les accusés avant de demander une peine de 22 ans de réclusion criminelle contre eux. L'avocat de la défense réclame des circonstances atténuantes.

Après délibérations, le juge donne le verdict : les deux accusés sont condamnés à 18 ans de réclusion criminelle.

MÉTRO La police du métro a assuré la sécurité de près de 3 millions de voyageurs

La police du métro a assuré la sécurité de près de 2 798 699 voyageurs utilisant le métro d'Alger durant leurs déplacements quotidiens dans la période allant du 1^{er} janvier au 28 février et aucune agression ni vol n'ont été signalés.

Le directeur de la communication et des relations publiques de la Direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn), le commissaire divisionnaire Djilali Boudalia a fait savoir mardi que la police du métro a assuré la sécurité de 2 798 699 voyageurs utilisant le métro d'Alger dans leurs déplacements quotidiens et aucune agression ni vol n'ont été signalés. M. Boudalia s'est félicité de ces «résultats positifs» qui sont le fruit du «professionnalisme» des forces de police opérationnelles qui opèrent sous les orientations de la DGSN pour la réalisation de la sécurité du pays et la protection des biens.

La police du métro a été dotée d'équipements de pointe pour détecter les explosifs et autres matières de nature à attenter à l'ordre public, a poursuivi M. Boudalia faisant état de l'intensification du dispositif sécuritaire dans toutes les stations et à l'intérieur des compartiments du métro. «Les usagers du métro apprécient le professionnalisme des services de police et reconnaissent les efforts consentis par la Dgsn pour assurer la sécurité du citoyen et de ses biens», s'est encore félicité M. Boudalia.

PROTECTION CIVILE 2 074 interventions en 48h

Durant la période du 8 au 9 avril 2014 à 8h00, les unités de la Protection civile ont enregistré 2 074 interventions, dans les différents secteurs pour répondre aux appels de secours, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuation sanitaire extinction d'incendies, dispositif de sécurité etc.

Plusieurs accidents de la circulation ont été enregistrés durant cette période dont 5 mortels et 3 autres blessés, traités et évacués vers les structures hospitalières.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mila avec 2 décédés, suite au renversement d'un véhicule léger, survenu au lieu-dit Ben Boulaid, commune d'Oued Seguin.

En outre, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 5 incendies urbains et industriels, au niveau des wilayas de Annaba, Tizi Ouzou, Tlemcen et Ouargla. Ces incendies ont causé une gêne respiratoire à 3 personnes au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou suite à un incendie déclaré à

l'intérieur d'une habitation au lieu-dit Aït Mesbah, commune de Beni Douala. Les victimes furent traitées sur place par nos secours puis évacuées vers l'hôpital local.

Par ailleurs, les secours de la Protection civile de la wilaya de Chlef sont intervenus pour le repêchage et l'évacuation vers l'hôpital de Sobha d'une personne décédée par noyade dans l'oued Chlef au lieu-dit Boukaât Ouled Ben Yetou, commune de Sobha.

ACCIDENTS DE LA ROUTE : 68 personnes tuées et 791 autres blessées en une semaine

Soixante-huit personnes ont trouvé la mort et 791 autres ont été blessées dans 419 accidents de la route à travers le territoire national durant la période allant du 1^{er} au 7 avril, a indiqué hier la Gendarmerie nationale dans son bilan hebdomadaire. Le bilan fait ressortir une augmentation du nombre de décès (+12), de blessés (+21) et d'accidents (+10).

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans les wilayas d'Alger et de Batna avec 20 accidents, suivies des wilayas de Chlef et de Tlemcen (19 accidents).

L'excès de vitesse, les dépassements dangereux, le non-respect de la signalisation routière et de la distance de sécurité, ainsi que la négligence des piétons restent les principales causes des accidents de la route, rappelle la même source.

Saisie de plusieurs armes et munitions de guerre près des frontières sud du pays

Un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a réussi mardi à récupérer des armes et des munitions de guerre enfouies près des frontières sud du pays, près de Bordj Badji Mokhtar, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé et grâce à l'exploitation efficace d'informations, un détachement de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar 6^e Région militaire, a réussi le 8 avril 2014

à 17h30, lors d'une opération de fouille et de recherche, à récupérer des armes et des munitions de guerre enfouies près des frontières Sud du pays, à environ 6 km ouest de Bordj Badji Mokhtar», précise le communiqué.

Cette opération s'est soldée par la récupération de cinq (5) fusils automatiques de type Kalachnikov, trois (3) fusils mitrailleurs (FM), un (1) canon de mitrailleuse lourde calibre 12,7 mm et 1 005 cartouches de différents calibres, ajoute-t-on de même source.

TISSEMSILT Le voleur du micro-portable arrêté

Abed Meghit

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité dans les zones urbaines, et suite à une plainte déposée par la victime dénonçant le vol de son micro-portable et après des investigations, les policiers de la police judiciaire de la 2^e sûreté urbaine de Tissemsilt ont mis la main sur le mis en cause. En effet, et selon une source de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya, le voleur a emporté un micro-ordinateur portable qui se trouvait dans une voiture. Le présumé voleur a été placé sous mandat de dépôt par le procureur de la République près le tribunal de Tissemsilt.

CONSTANTINE Renforcement du dispositif de prévention contre les feux de forêt

Des opérations «importantes» destinées à prévenir les feux de forêt seront incessamment lancées dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris mardi auprès de la conservation des forêts.

Les actions, inscrites au titre de l'exercice 2014, portent, notamment, sur l'ouverture et l'aménagement de pistes forestières sur un linéaire de 55 km et sur l'ouverture de tranchées pare-feu sur 60 hectares, a précisé à l'APS M. Kheireddine Saighi, chargé de la protection de la faune et de la flore.

Les opérations cibleront en priorité «les communes forestières déjà touchées, ces dernières années, par des incendies, à l'image d'Ibn Ziad, Ain Smara, Zighoud-Youcef et Ibn Badis», selon le responsable. Devant être lancées l'été prochain, les actions sont également destinées au désenclavement de certaines localités isolées, a ajouté M. Saighi, mettant l'accent sur l'importance des voies de communication dans la dynamisation des activités agricoles et la facilitation de la conduite des travaux d'entretien du patrimoine forestier. Il est également prévu le lancement en construction d'un nouveau poste de vigie dans la forêt d'El Kantour relevant de la commune de Zighoud Youcef, a-t-il encore fait savoir, rappelant que le dispositif de prévention et de lutte contre les incendies de forêts était «fort, durant les étés 2013 et 2012, de 9 postes de vigie et de cinq groupes d'intervention». Rappelant que la stratégie de lutte contre les feux de forêt était fondée sur la sensibilisation, les actions de prévention et l'alerte rapide, il a souligné que la contribution des populations résidant près des espaces boisés, comme la forêt de Draâ Naga, à El Khroub, d'El Hamblil, à Ibn Badis, d'El Megharouel, à Ibn Ziad et de Chettaba, à Ain Smara, «reste nécessaire». Plusieurs actions visant la préservation et l'extension du patrimoine forestier ont été réalisées, tout au long de l'année 2013 dans la wilaya de Constantine, à travers le reboisement et le repeuplement d'une superficie de 400 hectares, a-t-il par ailleurs indiqué. La wilaya de Constantine qui dispose d'un patrimoine forestier de 18 900 ha, soit 8,49 % de sa superficie, avait bénéficié, au titre du programme quinquennal 2010-2014, d'une enveloppe financière de près de 3 milliards de dinars pour le financement de projets de développement du secteur des forêts, a-t-on signalé à la conservation des forêts.

APS

JAPON 251 baleines tuées par le Japon durant son ultime campagne en Antarctique

L'Agence japonaise des pêches a annoncé que 251 baleines ont été tuées par le Japon durant la campagne annuelle de "pêche scientifique" en Antarctique, la dernière après l'interdiction ordonnée récemment par la Cour Internationale de Justice (CIJ) de La Haye.

Ces chiffres, révélés mardi par cet organisme, sont en hausse par rapport au bilan de 103 cétacés tués lors de la campagne précédente, mais en nette baisse par rapport à l'objectif qui était fixé d'environ 935 baleines du 3 janvier au 13 mars derniers. Contraint et forcé par la CIJ, la plus haute instance judiciaire de l'ONU, le Japon a annoncé le 3 avril qu'il renonçait pour la première fois depuis 27 ans à sa prochaine campagne de chasse à la baleine dans l'Antarctique, qui aurait dû démarrer l'hiver prochain pour deux ou trois mois. "Mais nous prévoyons de poursuivre le programme de recherche baleinière ailleurs comme prévu", avait toutefois averti un responsable de l'Agence à l'AFP.

La CIJ avait donné raison à l'Australie, qui avait assigné le Japon devant la Cour en 2010, arguant que le Japon détournait un moratoire de la Commission baleinière internationale (CBI) datant de 1986 et n'autorisant la chasse à la baleine qu'à des fins scientifiques. La CIJ a estimé que le Japon déguisait une activité commerciale en programme de recherche scientifique.

SÉISME DE MARDI DERNIER Près de 12 000 maisons touchées au nord du Chili

Près de 12 000 maisons ont été touchées au nord du Chili, suite au violent séisme de 8,2 degrés ayant frappé mardi dernier trois régions de ce pays, a annoncé le porte-parole du gouvernement, Alvaro Elizalde.

Au terme d'une réunion, mardi à La Moneda (palais présidentiel), entre la présidente chilienne Michelle Bachelet et des membres de son gouvernement pour la coordination des actions à mettre en place dans les régions affectées par ce séisme suivi de plusieurs répliques, M. Elizalde a déclaré que 1 300 maisons ont subi des dommages structurels et 10 600 autres ont été touchées par des dégâts partiels.

Dans ce sens, il a indiqué que la présidente Bachelet a donné ses instructions pour prendre une batterie de mesures visant à accélérer les travaux de reconstruction dans les zones affectées.

Cité par la chaîne de Télévision nationale "24 horas", le porte-parole du gouvernement a également souligné qu'une deuxième délégation ministérielle se rendra sur les lieux de cette catastrophe naturelle pour le suivi du développement de la situation.

Un tremblement de terre de 8,2 degrés sur l'échelle de Richter avait frappé, mardi dernier, trois régions du nord du Chili, Arica-Parinacota, Tatapaca et Antofagasta faisant 6 morts et provoquant une alerte au tsunami.

Un état de catastrophe naturelle a été déclaré dans les régions de Arica et Parinacota et Tatapaca, suite à ces violents mouvements sismiques.

CORONAVIRUS MERS Le ministère saoudien de la Santé annonce un 67^e décès

Le ministère saoudien de la Santé a annoncé hier le décès à Ryadh d'un patient atteint du coronavirus MERS, ce qui porte à 67 le nombre de personnes mortes de la maladie.

Cette annonce intervient au lendemain de la fermeture, pour décontamination, du service des urgences du plus grand hôpital de Jeddah, sur la côte ouest, qui accueillait plusieurs malades atteints du coronavirus.

Cette mesure a provoqué une certaine panique chez les Saoudiens, ce qui a amené le ministère de la

Santé à publier un communiqué pour les rassurer.

Le patient décédé à Ryadh est un Saoudien de 57 ans, souffrant de maladies chroniques.

Le ministère a également annoncé deux nouveaux cas de contamination chez deux Saoudiens de 51 et de 90 ans, tous deux souffrant de maladies chroniques.

A Jeddah, onze cas au

total ont été recensés. Deux malades sont morts, six se sont rétablis et trois sont encore soignés.

Sur les onze cas, trois faisaient partie du personnel médical.

L'Arabie saoudite est le premier foyer du coronavirus MERS, maladie apparue en septembre 2012.

Selon une étude publiée fin février aux Etats-Unis, le

coronavirus MERS, qui est responsable de problèmes respiratoires aigus, pourrait être transmis par des dromadaires.

Ce coronavirus appartient à la famille du virus responsable du Syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), qui avait fait près de 800 morts dans le monde en 2003.



USA Le nombre des mères au foyer à la hausse

Le nombre des mères au foyer augmente aux Etats-Unis, une hausse davantage due au chômage et aux changements démographiques qu'au propre choix des femmes, révèle une étude publiée mardi.

En 2012, presque une mère de famille sur trois -- 29 % -- restait à la maison, contre 23 % en 1999, un plus bas depuis les années 1960, indique une étude de l'institut Pew Research sur les tendances sociales et démographiques.

Si 85 % des mères au foyer indiquent y rester pour s'occuper de leurs enfants, de plus en plus affirment qu'elles y sont car elles n'ont pas trouvé de travail, à 6 % en 2012 contre 1 % en 2000.

Elles sont aussi plus souvent susceptibles d'être d'origine étrangère que celles au travail (33 % contre 20 %), ajoute l'étude. Celle-ci note que l'augmentation de la population d'origine asiatique et latino peut expliquer la tendance.

Les mères au foyer sont par ailleurs plus jeunes et moins diplômées que leurs homologues



au travail.

Un tiers d'entre elles vivent sous le seuil de pauvreté, soit deux fois plus qu'en 1970, contre 12 % des mères qui travaillent. De plus en plus sont chefs de famille.

Les mères au foyer qui ont un époux salarié sont de loin plus aisées et plus diplômées. 60 % des Américains estiment qu'il est préférable pour un enfant qu'un de ses parents reste à la maison, et ce sont davantage les hispaniques, les protestants et les moins diplômés.

FIÈVRE EBOLA EN AFRIQUE OCCIDENTALE Une des épidémies qui pose "le plus de défis" à l'OMS

L'épidémie de la fièvre Ebola en Afrique occidentale, ayant fait 111 morts, est l'une des épidémies qui pose "le plus de défis" depuis l'apparition de la maladie il y a 40 ans, a estimé mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

"Il s'agit de l'une des épidémies qui pose le plus de défis à laquelle nous sommes confrontés", a déclaré le vice-directeur général de l'OMS, Keiji Fukuda, lors d'une conférence de presse à Genève.

Selon lui, la propagation de l'épidémie, qui a éclaté dans le sud de la Guinée, pour s'étendre vers la capitale Conakry, et le pays voisin, le Liberia, est "particulièrement inquiétante".

Selon les derniers chiffres publiés mardi par l'OMS, 157 cas ont été enregistrés au total en Guinée, dont 101 mortels. 67 cas ont été confirmés par des analyses en laboratoire.

Au Liberia, il y a eu 21 cas, dont 10 mortels. Cinq cas ont été confirmés par un laboratoire. Il y a aussi eu des cas en Sierra Leone, touchant des personnes soupçonnées d'avoir contracté la maladie en Guinée et qui sont mortes au Sierra Leone.

"Nous ne devrions pas accorder trop d'importance aux chiffres", a estimé Stéphane Hugonnet, un expert médical de l'OMS, recommandant d'axer l'attention sur "la tendance et la propagation de l'infection".

Le virus Ebola a été identifié pour la première fois dans les années 1970 dans ce qui est aujourd'hui la République démocratique du Congo. Les épidémies les plus violentes ont affiché un taux de mortalité de 90 %, et il n'y a ni vaccin ni traitement.

L'épidémie la plus importante à ce jour a eu lieu en l'an 2000, en Ouganda, avec 425 cas, dont la moitié ont été mortels.

La fièvre Ebola se traduit par des hémorragies, des vomissements, et des diarrhées. Le virus peut être transmis à l'homme par des animaux sauvages, et d'homme à homme par des contacts directs.

VOL MH370

Nouveaux signaux acoustiques détectés dans l'océan Indien

Un navire australien participant aux recherches du vol MH370 dans l'océan Indien a détecté deux nouveaux signaux qui pourraient provenir de boîtes noires, a annoncé mercredi le responsable des opérations.

"L'Ocean Shield a pu recapter des signaux à deux occasions, hier (mardi) en fin d'après-midi et plus tard dans la soirée", a indiqué Angus Houston à Perth (ouest de l'Australie) d'où sont organisées les opérations de recherche internationales.

Ces détectations sont "compatibles" avec les émissions de boîtes noires, a-

til-il ajouté. L'une a duré cinq minutes et 32 secondes, l'autre environ 7 minutes. Elles s'ajoutent à celles réalisées ce week-end dans la même zone, à plus de 2.000 km au large de Perth, sur la trajectoire estimée du Boeing 777 de Malaysia Airlines qui a disparu le 8 mars avec 239 personnes à bord.

Les navires équipés de sondes hydrophones n'avaient ensuite plus perçu de signaux et les enquêteurs craignaient que les boîtes noires du Boeing -- si leur présence est confirmée à cet endroit -- n'eussent cessé d'émettre après l'expiration de leurs batteries

dont la durée de vie est estimée à 30 jours.

Angus Houston a précisé que les analyses des deux premières impulsions acoustiques, datant du samedi 5, concluaient à leur compatibilité avec les fréquences émises par les enregistreurs de vol, communément appelés "boîtes noires".

Les experts "pensent que les signaux sont compatibles avec les caractéristiques d'un enregistreur de vol", a-t-il dit, renouvelant par ailleurs ses appels à la prudence tant que l'épave du Boeing n'était pas formellement localisée.

CONSTANTINE CAPITALE DE LA CULTURE ARABE 2015: Une œuvre de l'écrivain Malek Haddad proposée



Une adaptation du roman «Le Quai aux Fleurs ne répond plus» de Malek Haddad (1927-1978), sera proposée dans le cadre de la manifestation internationale «Constantine capitale de la culture arabe 2015», a indiqué mardi à Oran, le romancier et dramaturge M. Bouziane Benachour.

«Cette initiative a pour objectif de rendre hommage au regretté écrivain algérien à la faveur de l'important événement qui sera accueilli dans sa ville natale en 2015», a précisé à l'APS, M. Benachour, auteur de cette adaptation.

Le montage de cette pièce débutera prochainement au théâtre régional «Kateb Yacine» de Tizi Ouzou qui en assure la production, a-t-il indiqué, ajoutant que ce projet artistique évolue actuellement au stade du choix du metteur en scène et des comédiens appelés à camper les différents personnages de ce roman.

L'adaptation du roman de Malek Haddad, se veut un hommage à «une grande figure de la littérature algérienne dont l'œuvre est injustement méconnue», a-t-il ajouté.

Quant au choix d'adapter «Le Quai aux Fleurs ne répond plus», l'auteur a confié que ses motivations vers ce roman phare de Malek Haddad résident notamment dans «sa manière originale de raconter la glorieuse lutte de libération nationale».

Ce livre qui a été édité en 1961, en pleine guerre de libération, aborde différents thèmes chers au 4ème Art, dont l'exil (l'histoire se passe à Paris), l'amour, l'amitié, la fidélité et le patriotisme, a expliqué M. Benachour. Malek Haddad est né le 5 juillet 1927 à Constantine où il effectua la majeure partie de ses études. Sa bibliographie est riche de plusieurs poèmes et romans, écrits pendant et après la lutte de libération nationale, traduits pour la plupart en différentes langues.

Le Palais de la Culture de Constantine porte le nom de ce regretté écrivain, décédé des suites d'une maladie le 2 juin 1978 à Alger.

Pour sa part, le romancier, dramaturge et journaliste Bouziane Benachour a plusieurs œuvres à son actif, dont le roman «Brûlures» qui lui valut le Prix Mohamed Dib en 2011.

Il est aussi l'auteur de la pièce théâtrale «Syphax» produite par le Théâtre régional «Abdelkader Alloula» d'Oran dans le cadre de la manifestation internationale «Tlemcen, capitale culturelle islamique 2011».

APS

FRANCE - ALGÉRIE

L'Algérie présente au 17^e Festival de poésie «Voix Vives de Méditerranée en Méditerranée» de Sète

L'Algérie sera présente au 17^e Festival international de poésie «Voix Vives de Méditerranée en Méditerranée», prévu du 18 au 26 juillet prochain à Sète (Sud de la France), a-t-on appris mardi auprès des organisateurs.

Notoirement connu sur les scènes artistiques algérienne et française, Hamid Tibouchi sera l'une de ces voix. Peintre et poète, sa production prolifique a été traduite dans différentes langues (arabe, anglais, espagnol, italien, hongrois, allemand, islandais).

Travaillant en France depuis 1981, Tibouchi est l'auteur d'une vingtaine de recueils dont Mer Ouverte, Soleil d'herbe et Parésie, et a réalisé nombre de livres d'artistes.

L'Algérie est au cœur de ses travaux, à travers des couleurs agencées avec simplicité et harmonie pour constituer des pièces lumineuses d'une grande force vitale. On y trouve également une gestuelle calligraphique récurrente.

Poète de langue arabe, Hakim Miloud est l'autre Algérien à répondre présent au rendez-vous littéraire sèteois. Traducteur (français) aussi, il est l'auteur notamment de Femme, à tous les vents (El Ikhtilef, 2002) et plus qu'une tombe (Barzakh, 2003).

Son compatriote Abdellah El Hamel signera, lui, sa première participation



au festival méditerranéen auquel sont attendus une centaine de poètes issus de 38 pays. Poète et traducteur, il a notamment publié Kitab Echaffa en 1999, Sabahate Tariaa en 2008, Fin de partie de Samuel Becket en 2010, ainsi que des poèmes et des traductions parus dans plusieurs journaux.

Selon la directrice et fondatrice du Festival, Maïthé Vallès-Bled, Voix Vives se propose de jeter un regard sur la poésie contemporaine et d'expliquer que le beau verbe n'est pas réservé à une élite. «Il s'agit, en passant par l'oralité, de porter la poésie sur la place publique, tout en associant le livre, vecteur de transmission», a-t-elle dit lors d'une conférence de presse animée mardi à Paris. Interrogée sur les critères ayant prévalu au choix des trois poètes algériens, elle a souligné que la sélection repose «simplement sur la lecture des œuvres».

«Hamid Tibouchi est notamment connu en France pour son œuvre, Hakim Miloud est, certes, moins connu en France, mais c'est un excel-

lent poète que j'ai déjà invité au Festival, tandis qu'Abdallah El Hamel y participe pour le 1^{er} fois», a indiqué la principale organisatrice du Festival à l'APS.

«L'Algérie qui participe au Festival depuis sa création, est un grand pays de la Méditerranée. Il est porteur d'une culture ancienne extrêmement forte, qui est inscrite dans la tradition poétique locale», a-t-elle également souligné.

Après avoir été reçu en 2013 par trois pays du bassin méditerranéen, le festival Voix Vives, de Méditerranée en Méditerranée, se déroulera - en plus de sa 17^e édition à Sète - successivement à Sidi Bou Saïd (Tunisie), les 23 et 24 mai, à Gênes (Italie) du 6 au 8 juin et à Tolède (Espagne) du 5 au 7 septembre.

L'idée est de permettre, à travers un Comité international de coordination, de mieux faire découvrir, dans les pays qui l'accueillent, un rendez-vous littéraire voulu comme une passerelle entre les cultures et les peuples.

LIEUX DE CULTURE Appel à dynamiser le rôle de la mosquée dans l'ancrage de l'esprit nationaliste

Les participants à une journée d'études sur «le message spirituel et social de la mosquée» ont appelé mardi à Alger à dynamiser le rôle de la mosquée dans l'ancrage de l'esprit nationaliste. Ils ont préconisé la relance du rôle de la mosquée dans l'ancrage de l'esprit nationaliste pour préserver la nation et les constantes nationales.

La nécessité de prendre soin des jeunes en garantissant les conditions favorables pour l'accomplissement de leurs devoirs et l'exercice de leurs droits.

La mosquée doit poursuivre son rôle dans la protection sociale des jeunes en leur évitant de sombrer dans l'extrémisme et la violence, ont souligné les participants qui ont insisté sur la consolidation du tissu social et l'unité de la société algérienne.

Ils ont, en outre, mis



en évidence l'impératif d'approfondir le message spirituel, scientifique et éducatif de la mosquée qui doit prémunir la société contre les conflits confessionnels. Les participants ont, par ailleurs, préconisé des jumelages entre instituts et écoles coraniques entre wilayas, la relance des concours nationaux de récitation du coran, l'élargissement des activités externes de la mosquée en y associant d'autres secteurs.

Des conférences au-

tour du message religieux et civilisationnel, de la mosquée ont été animées par des conférenciers qui ont tenté d'analyser le contenu de ce message et de démontrer le rôle de l'imam dans le façonnage de l'opinion publique et l'ancrage de l'esprit nationaliste.

Ont pris part à cette rencontre des scientifiques, des chercheurs malékites et ibadites ainsi que des chouchoukh de zaouïas et des enseignants universitaires.

TINDOUF Nouvelles structures à réceptionner cette année par le secteur de la Culture

Le secteur de la culture de la wilaya de Tindouf sera renforcé avec la réception prochaine de nouvelles structures appelées à impulser l'action culturelle dans la région, a-t-on appris mardi auprès des responsables du secteur. Parmi les projets, une maison de la culture, d'un investissement de 300 millions DA, actuellement en phase d'équipement et qui sera livrée avant le mois de juillet prochain, a indiqué le directeur du secteur de la culture, Abdelaziz Ababsia. Cet espace culturel qui renferme notamment une salle de spectacles de 500 places, une bibliothèque, des ateliers d'arts plastiques, de théâtre, de musique et d'Internet, devra générer 30 emplois. Le secteur compte également réceptionner cette année la bibliothèque de wilaya, en cours d'équipement, et le musée régional réalisé en respectant l'architecture typique de la région, a ajouté Ababsia.

Le projet de centre culturel islamique, relevant du secteur des affaires religieuses et des wakfs, ouvrira également ses portes cette année et devra contribuer, de son côté, à l'impulsion de l'activité culturelle dans la région et au renforcement des diverses activités du mouvement associatif et de la société civile de Tindouf.

CANCER DE LA LANGUE

Qu'est-ce que c'est ?

Le cancer de la langue touche 15 000 personnes environ chaque année, dont 90% d'hommes. Ce cancer dont le chanteur Michel Delpech est atteint, nécessite une opération lourde et de longs mois de rééducation.

Si on connaît bien le cancer de la gorge, le cancer de la langue est un peu plus méconnu. Pourtant, il touche environ 2000 personnes chaque année en France, dont 90% d'hommes (d'une moyenne d'âge de 55 ans).

Comme pour les autres cancers oro-pharyngés (cancer de la gorge, cancer du larynx...) l'alcool mais surtout le tabac et le cannabis sont les principaux responsables des cancers de la langue. Mais une recrudescence récente de ce type de cancers a poussé les médecins américains à chercher d'autres facteurs de risque et c'est ainsi qu'ils ont découvert que le papillomavirus humain (HPV), responsable du cancer du col, était également à l'origine de cancers de la gorge et de la bouche, transmis lors de relations oro-génitales «chez des su-

jets devenus sexuellement actifs très jeunes et ayant eu de multiples partenaires».

Une longue rééducation

La langue est composée de deux parties : la première est fixée à la partie inférieure de la bouche et au niveau du pharynx ; la deuxième partie est la «langue mobile» : celle que vous utilisez pour manger ou pour parler. Le cancer peut toucher l'une des deux parties ou la totalité de la langue.

Comme le chanteur Michel Delpech vient d'en témoigner, ce cancer est une véritable épreuve. Outre la radiothérapie et la chimiothérapie, soigner ce cancer nécessite une opération chirurgicale lourde : il faut enlever la tumeur puis reconstruire une langue.

Mais cette opération n'est que le début d'un long processus de guérison car le patient doit ensuite travailler de longs mois avec un kinésithérapeute et avec un orthophoniste pour réapprendre à déglutir et à parler.

Quels sont les symptômes

Le cancer de la langue est peu douloureux au début de son évolution ; c'est pourquoi il est souvent diagnostiqué tardivement. Au tout début, le patient ressent une gêne à la mastication ou pour prononcer certains mots. Le diagnostic est posé plus tard, lorsqu'apparaît une douleur au niveau de l'oreille située du côté que la tumeur ou une adénopathie (c'est-à-dire un ganglion qui s'enflamme) sous le menton ou dans le cou.



Cancer : première implantation d'un larynx artificiel

Une équipe des Hôpitaux de Strasbourg a implanté un larynx artificiel chez un homme de 65 ans atteint d'un cancer. Un espoir pour les patients atteints d'un cancer du larynx.

Les Hôpitaux universitaires de Strasbourg et la société ProTip, qui développe des dispositifs médicaux pour les patients qui souffrent d'un dysfonctionnement du larynx, viennent d'annoncer avoir réalisé il y a déjà un an, l'implantation du premier larynx artificiel chez un patient humain. Cette opération réalisée sur un homme âgé de 65 ans souffrant d'un cancer du larynx, a permis à ce dernier retrouver l'usage des voies respiratoires supérieures.

«Nous devons encore effectuer de nombreux tests cliniques avant que l'implant de ce larynx artificiel ne devienne une procédure de routine» déclare le Pr Debry, du service ORL des Hôpitaux universitaires de Strasbourg, qui a réalisé cette opération avec succès après plus de 20 ans de travaux de recherche entamés dans le cadre de sa thèse de doctorat alors qu'il était encore étudiant.

Larynx artificiel : comment ça marche
Au cours d'une première opération, l'équipe de chirurgiens a procédé à l'ablation du larynx du patient atteint de



cancer et a implanté le premier composant du larynx artificiel : une bague en titane permettant de rétablir le lien entre la base de la langue et la trachée. «Du fait du type de matériau dont il est

composé, la bague est capable de s'intégrer avec les tissus environnants et, par conséquent, de devenir partie intégrante de la gorge» a expliqué le Pr Debry.

Quelques semaines plus tard, les chirurgiens ont procédé à la seconde intervention et posé le larynx artificiel : un dispositif amovible composé de valves qui reproduit les fonctions naturelles du larynx et permet ainsi de respirer par voie haute.

« Cette première chirurgicale ouvre la voie vers une procédure qui constitue une nouvelle source d'espoir pour les patients atteints d'un cancer du larynx. A terme, les patients pourront ainsi retrouver leur capacité à respirer mais aussi à parler et manger normalement » a insisté le PDG de la société qui a créé ce dispositif médical.

Cancer du larynx : un espoir pour les patients

Pendant plus de 20 ans, le Pr Debry a travaillé à la mise au point de ce larynx artificiel afin d'améliorer la qualité de vie de ses patients. En effet, les patients opérés du larynx éprouvent souvent des difficultés à retrouver une vie normale, en raison notamment de la trachéostomie (l'ouverture des voies respiratoires au niveau de la gorge). Ils doivent alors suivre de longues séances d'orthophonie pour apprendre à respirer et à parler avec l'œsophage. Le larynx artificiel apporte donc un véritable espoir pour ces patients qui pourront à nouveau respirer par le nez et le larynx.

Cancer de la gorge : Le café peut vous protéger

On ne cesse de trouver de nouvelles protectrices au café ! On savait qu'il protégeait les femmes de l'AVC et du cancer de la peau. Une nouvelle étude montre que le café non décaféiné a un effet protecteur pour notre gorge.

Il y a quelques semaines, une première étude américaine avait laissé entrevoir un lien entre la consommation régulière de café (au moins 3 tasses par jour) et un moindre risque de cancer de la peau. Une nouvelle étude qui vient d'être publiée dans l'« American Journal of Epidemiology », montre cette fois que la consommation de café caféiné réduit le risque de mortalité par cancer oropharyngé.

Cancer oro-pharyngé : c'est quoi ?

Les cancers oro-pharyngés sont des cancers qui peuvent toucher la gorge, l'amygdale, le voile du palais ou l'arrière de la langue. Ce sont des tumeurs qui sont directement liées à la consommation de tabac et d'alcool (98% des personnes atteintes de ce type de cancer sont de gros fumeurs) et qui sont en nette progression.

Réalisée dans le cadre de l'étude Cancer Prevention Study II, cette nouvelle étude a consisté à vérifier les liens entre les différents cancers de la gorge et la protection apportée par la consommation de café caféiné, de café décaféiné ou de thé.

Anti cancer : consommer au moins 4 tasses de café par jour

Cette étude a démarré en 1982 et a permis de suivre pendant 26 ans plus de 960 000 personnes (hommes et femmes) qui n'avaient pas de cancer au début de l'étude. Au fil des années, les chercheurs ont enregistré 868 décès par cancer oropharyngé. Et ils ont également constaté que le fait de boire chaque jour au moins 4 tasses de café caféiné réduisait de 49% le risque de décès par cancer oropharyngé par rapport à ceux qui consommaient peu ou pas de café.

Rappelons aussi que le café a également des effets contre les pertes de mémoire.

In topsante.fr

8 gestes antistress à faire au bureau

Parce que ce n'est pas toujours apaisant que d'être bloquée entre sa chaise et son ordinateur, voici quelques gestes qui vont vous détendre en un rien de temps.



Travaillez plus léger !

Le stress est partout, tout le temps. En voiture, dans les transports, le matin, le soir, au supermarché, dans vos rêves, dans la préparation d'un rendez-vous, sur le trottoir d'en face, dans sa boîte mail, dans un portable qui sonne. Et au bureau. Bah oui, comme si le bureau pouvait y échapper. Du coup, Topsante.com arrive à votre rescousse et vous propose 8 gestes ultra simples à pratiquer chaque jour sur votre lieu de travail pour échapper aux angoisses que ce dernier peut générer. Histoire de ne plus être sous pression pour un mail, un coup de téléphone, une urgence à gérer. Être zen, c'est un état d'esprit. Si vous décidez de faire les choses calmement, sans être trop speed et trop sujette au stress, vous verrez qu'en un éclair, vos journées s'agrémenteront de zénitude et bien-être.

Alors suivez nos conseils et prenez la bonne résolution d'être tranquille au travail. Que ce soit des petits exercices physiques (la respiration, la détente des muscles...) ou bien de bons réflexes à avoir pour se détendre au travail, soyez attentive à toutes nos idées. Dès demain, prenez les choses en mains. Ne subissez pas du stress inutile. Au cours de frustrations quotidiennes, il naît et cherche à vous piétiner. Soyez plus forte que lui. Et voilà que Topsante.com vous livre quelques armes... Après ça, vous voilà doter de plein de petits secrets afin de trouver le parfait équilibre. Prenez soin de vous et partez à la recherche des pensées positives. N'oubliez pas de vivre au présent.

Respirez des huiles essentielles roll-on

Très pratique, voilà que ces roll-on se glissent facilement dans une poche. Un coup de stress ? Vous attrapez le roll-on antistress et vous vous déposez un peu d'huile essentielle au

creux de votre poignet. A respirer dès qu'un coup d'angoisse survient. Vous pouvez également en mettre sur les tempes.

Buvez un thé zen

Un petit réflexe « pause » à avoir : se faire du thé. Parce que le thé est plein de vertus et qu'en plus, s'il possède celle d'apaiser, pourquoi se priver ?

Faites travailler votre main gauche

La main droite est la main du stress...Petit réflexe pour grande droitière : faite travailler votre main non motrice. Fumez (ou pas...) de la main gauche, composez vos numéros de téléphone ainsi... Vous lui redonnerez un rôle gestuel intelligent (comme c'est gentil de penser à elle). La multiplication des actions « main gauche » diminue progressivement le taux de stress que l'on impose au cerveau gauche et à la main droite motrice.

Pratiquez le clic magique

Fermez votre boîte mail Outlook (ou autre) et ouvrez-la seulement toutes les X heures. Parce qu'être sans cesse alertée d'un nouveau mail fait bondir. Vous n'arrivez plus à vous concentrer sur une tâche parce qu'on fait appel à vous (quand il ne faut pas). Il vaut donc mieux couper quelques temps afin de réaliser efficacement ce que vous êtes en train de faire. Puis, quand vous le décidez : « Sésame ouvre-toi », hop, la boîte mail s'ouvre. Et n'oubliez pas de la refermer (« Sésame ferme-toi »). On vous avait bien dit que c'était magique.

Respirez, tout simplement

On ne le dit jamais assez : il faut prendre le temps de respirer et de faire ça bien.

Bien droite sur votre chaise, inspirez en gonflant votre ventre. Maintenez 5 secondes et concentrez-vous sur l'air qui circule dans votre corps. Puis relâchez en expirant par le nez. A reproduire 3 fois pour un état de zénitude absolue.

Comptez vos muscles

Oui, vous avez bien lu. Aujourd'hui, on compte ses muscles ! Le corps encaisse le stress, les muscles sont souvent contractés sans qu'on ne s'en rende bien compte. Alors désormais, c'est facile : passez en revue toutes les parties de votre corps de la tête aux pieds... : tête, mâchoires, nuque, épaules, bras, mains... Continuez...

A chaque partie, stoppez-vous et détendez la partie concernée (assouplissez la tête, faites bouger votre nuque, remuez vos mains...). Et voilà que le stress est totalement chassé. OK, vous pouvez vous cacher un peu si vous ne voulez pas gigoter au milieu de l'open space...

Bâillez en grand

Bâiller éloigne le stress, la fatigue... Et permet de se régénérer. Tel un chat, n'hésitez pas à vous étirer. Pour provoquer le bâillement, inspirez profondément.

Et au moment d'expirer, écarter grand les mâchoires. Voilà c'est fait. Et tout le bureau avec vous, non ?

Surfez sur des sites 100% détente

Faites-vous un dossier de raccourcis dans votre navigateur avec des sites détentes (mais gardez-le pour vous)...

Vos blogs préférés (drôles, si possible), des sites concernant vos passions (l'art contemporain, le cinéma...).

SOMALIE plus de 40 000 personnes déplacées lors de l'offensive de l'armée contre les shebab

Plus de 40 000 personnes ont été déplacées lors de l'offensive menée le mois dernier par l'armée somalienne contre les shebab dans le sud et le centre du pays, a indiqué mardi l'Office de coordination des Nations unies pour les affaires humanitaires (Ocha).

«L'opération de sécurité a affecté les distributions d'aides humanitaires dans les six régions : Bakool, Galgaduud, Gedo, Hiraaan, le Chabelle Bas et Moyen», a précisé l'Ocha, notant que ses opérations humanitaires restaient «fluides».

L'offensive, menée par les Forces armées nationales somaliennes (SNA) et la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), a notamment visé les éléments du groupe shebab (lié au réseau terroriste Al-Qaïda) qui bloquent les distributions d'aides humanitaires dans la région, a ajouté l'agence onusienne, faisant état d'environ 40 000 et 44 000 personnes déplacées.

Samedi, le président somalien Hassan Sheikh Mohamud avait juré d'éliminer les insurgés shebab qui, selon lui, ont perdu du terrain.

SOUDAN-ONU Le Soudan expulse la représentante d'une agence de l'ONU accusée d'ingérence

Le ministère soudanais des Affaires étrangères a annoncé mercredi l'expulsion de la représentante à Khartoum d'une agence de l'ONU, l'accusant d'ingérence dans les affaires internes du pays.

Pamela DeLargy, ressortissante américaine à la tête du bureau au Soudan du Fonds des Nations unies pour la population (Unfpa) «a été sommée de partir», a déclaré le porte-parole du ministère Aboubakr al-Siddiq.

Cette décision a été prise car M^{me} DeLargy «ne se conformait pas aux lois du pays, et aussi parce qu'elle s'ingérait dans les affaires internes, ce qui est incompatible avec son statut de responsable de l'ONU», a-t-il expliqué.

«Je souhaiterais également confirmer que cette mesure n'a rien à voir avec l'Unfpa, dont les missions et programmes sont très appréciés par mon gouvernement», a précisé le porte-parole.

RCA Vote d'une résolution autorisant le déploiement de 12 000 Casques bleus

Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait adopter aujourd'hui une résolution autorisant le déploiement en septembre d'environ 12.000 Casques bleus en République centrafricaine (RCA) pour y rétablir l'ordre et la sécurité, ont indiqué des diplomates.

La France soumettra au vote jeudi à 10h00 locales un texte prévoyant l'envoi de 10 000 soldats et 1 800 policiers qui formeront la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en RCA).

Ils assureront la relève de 6 000 Africains de la Misca, déjà sur place aux côtés de 2 000 militaires français. Les Européens ont aussi promis de leur côté 800 hommes.

Le déploiement effectif des Casques bleus est fixé au 15 septembre mais la nouvelle mission pourra recevoir immédiatement une aide logistique (génie, moyens de transport). La plupart des soldats africains devaient passer



sous casque bleu, comme au Mali.

La résolution autorise les soldats français à prêter main forte à la Minusca en employant «tous les moyens nécessaires».

Les priorités de la Minusca seront la protection des civils et des convois humanitaires, le maintien de l'ordre, le soutien à la transition politique et le respect des droits de l'homme.

Il s'agira d'une des plus grosses opérations de maintien de la paix de l'ONU et son budget annuel est estimé par des experts entre 500 et 800 millions de dollars.

S'ajouteront aux soldats et policiers de nombreux civils (administrateurs,

ingénieurs, juristes) qui pourront s'atteler dès maintenant à leurs tâches: organiser les élections et remettre sur pied une administration locale absente ou défaillante.

La résolution appelle les autorités de transition à Bangui à «tenir des élections présidentielles et législatives libres et équitables au plus tard en février 2015».

En visite à Bangui samedi, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a dénoncé une «épuration ethnico-religieuse» et a exhorté les dirigeants centrafricains à empêcher un nouveau génocide en Afrique, 20 ans après le Rwanda.

ONU La République tchèque va envoyer 250 soldats en Centrafrique

La République tchèque compte participer à la mission des Nations unies pour rétablir l'ordre et la sécurité en République centrafricaine (RCA), déchirée par la violence, avec l'envoi d'un contingent de 250 soldats, ont indiqué des responsables militaires mercredi.

Dans une déclaration à la presse, le chef d'état-major des Armées tchèques, Petr Pavel, a précisé que «cette décision fait suite à la demande formulée, dans ce sens, par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon», qui a effectué les 3 et 4 avril une visite à Prague.

L'armée tchèque propose de déployer les soldats qui «devaient initialement partir pour le Mali», selon le ministre tchèque de la Défense, Martin Štrobil, qui a précisé que «le ministère des Affaires étrangères ainsi que l'Etat-major vont émettre des



avis sur la question, suite à quoi il pourrait présenter le projet au gouvernement». Début décembre 2013, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé le déploiement de 2.000 soldats français et 6.000 soldats africains pour rétablir l'ordre dans la capitale centrafricaine, Bangui, soldats qui jusqu'à présent ne sont parvenus à mettre fin au conflit.

Le Conseil de sécurité devrait adopter jeudi une résolution autorisant le déploiement en septembre d'environ 12.000 Casques bleus en RCA pour la protection des civils et

des convois humanitaires, le maintien de l'ordre, le soutien à la transition politique et le respect des droits de l'homme.

Il s'agira d'une des plus grosses opérations de maintien de la paix de l'ONU et son budget annuel est estimé par des experts entre 500 et 800 millions de dollars. En visite à Bangui samedi, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a dénoncé une «épuration ethnico-religieuse» et a exhorté les dirigeants centrafricains à empêcher un nouveau génocide en Afrique, 20 ans après le Rwanda.

NIGERIA 10 personnes tuées dans le nord du pays

Dix personnes ont été tuées mardi par des hommes armés dans un village du gouvernorat de Wukari, dans l'Etat nigérian de Taraba (nord), a indiqué mercredi la police locale.

Mardi, un groupe de jeunes armés a pris d'assaut le village de Jibu et a ouvert le feu aveuglément sur des habitants. La fusillade a fait dix morts et 15 blessés. Environ 20 maisons ont été incendiées, selon une source de la police locale.

Les motifs de la tuerie demeurent inconnus, et une patrouille conjointe de la police et de l'armée a été formée pour renforcer la sécurité dans la zone, a ajouté la même source.

Le Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, est souvent le théâtre d'affrontements communautaires, religieux et politiques. La région nord du pays est principalement peuplée de musulmans, tandis que les chrétiens dominent le sud.

Le Kenya adoptera une politique de protection de l'enfance d'ici la fin 2015

Le Kenya prévoit de mettre en place une politique de protection de l'enfance d'ici la fin 2015, a déclaré mardi le ministère kenyan de la Santé.

La responsable des services de santé néonatale, infantile et adolescente au sein du ministère, Rachel Nyamai, a indiqué que les parties prenantes examinaient actuellement ce projet de politique avant de le soumettre à l'approbation du gouvernement. «Cette politique a pour but d'augmenter le taux de survie des enfants dans

le pays», a déclaré Mme Nyamai à l'occasion du lancement du plan stratégique de l'Association pédiatrique du Kenya à Nairobi. Cette politique doit fournir des directives pour veiller à ce que chaque enfant réalise son plein potentiel dans tous les domaines.

Le Kenya a réalisé des progrès spectaculaires en matière de santé infantile au cours des dix dernières années, a indiqué Mme Nyamai. «Toutefois, le nombre de décès de nouveau-nés est resté constant au cours des 15 dernières années», a-t-elle dit.

Sur 1 000 enfants qui naissent en vie au Kenya, 30 décèdent dans les 28 premiers jours, a-t-elle ajouté.

La communauté internationale s'est fixé pour objectif de parvenir à une mortalité de moins de 10 pour 1 000 à l'horizon 2035.

Le Kenya mène actuellement une Enquête démographique sur la santé au Kenya, qui doit être publiée d'ici la fin 2014.

APS

U K R A I N E

Moscou accuse l'OTAN de mentalité de la guerre froide suite aux restrictions imposées à ses diplomates

Moscou a accusé mardi l'Otan de maintenir la mentalité de la guerre froide, commentant la décision de l'alliance militaire de limiter l'accès de diplomates russes à son quartier général.

«Nous avons noté que l'information sur la mesure a été affichée sur la page principale du site internet officiel de l'Otan. Il n'y a pas, de toute évidence, aujourd'hui de problème plus important pour l'Otan que celui de l'accès des représentants russes au QG de l'Alliance», a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

«L'introduction de restrictions à l'égard de diplomates montre une fois de plus que l'Otan n'est pas à même de



surmonter la mentalité de l'époque de la guerre froide», lit-on dans le communiqué. L'Otan a annoncé lundi que tous les représentants de la mission russe, sauf l'ambassadeur, son adjoint et deux autres diplomates, seraient

interdits de l'accès libre au QG de l'Alliance, qui se trouve à Bruxelles, en Belgique. Si n'importe quel autre représentant de la mission russe demande l'accès pour une question officielle, il se verra appliquer les règles en vi-

gueur pour les visiteurs ordinaires. L'Otan a expliqué que cette mesure avait été adoptée suite à sa décision de suspendre toute forme de coopération avec la Russie, en réponse à l'intervention de Moscou en Ukraine.

Bruxelles va créer un «Groupe de soutien» à l'Ukraine

La Commission européenne va créer un «Groupe de soutien» à l'Ukraine pour coordonner les efforts financiers des Etats membres, des donateurs extérieurs et du FMI, a-t-on indiqué de source européenne.

La représentante de la diplomatie européenne Catherine Ashton a pour sa part poursuivi ses contacts.

Elle s'est entretenue mardi au téléphone avec le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov des «événements inquiétants» dans l'est de l'Ukraine et a annoncé qu'elle participerait «la semaine prochaine» à une réunion avec M. Lavrov, le secrétaire d'Etat américain John Kerry et le ministre ukrainien des Affaires étrangères Andrii Dechtchitsa.

M^{me} Ashton n'a pas précisé la date de cette rencontre ni l'endroit où elle se déroulera.

John Kerry a indiqué que cette réunion aurait lieu «en Europe», sans fournir plus de précisions.

Le «Groupe de soutien», dont la création doit être officiellement annoncée mercredi, devrait être coordonné par le commissaire européen chargé de la politique de voisinage, Stefan Füle.

Il doit «identifier et coordonner avec les autorités ukrainiennes l'aide dont elles ont besoin pour stabiliser l'économie et la situation politique, et aider aux réformes», a-t-on précisé de même source.

La Commission a présenté en mars un plan d'aide massif en faveur de l'Ukraine d'un montant d'au moins 11 milliards d'euros, sous forme de prêts, de dons et d'avantages commerciaux.

Elle a également offert à ce pays de fortes réductions des droits de douane, d'un montant évalué à quelque 500 millions d'euros en année pleine.

Le FMI a pour sa part annoncé une aide de 14 à 18 milliards de dollars, dont le versement dépendra toutefois d'un certain nombre de mesures, notamment d'une hausse du prix du gaz et d'un gel des traitements des fonctionnaires.

Les travaux du Groupe de soutien pourraient être étendus à la Géorgie et à la Moldavie, deux autres anciennes républiques soviétiques, qui doivent signer prochainement un accord d'association avec l'UE.

Merkel : «La situation reste difficile

La chancelière allemande Angela Merkel a estimé hier que la situation «reste difficile» en Ukraine et souligné que les Ukrainiens «doivent décider par eux-mêmes de leur destin».

«La situation en Ukraine reste difficile», a dit M^{me} Merkel lors d'un discours de politique générale devant les députés du Bundestag. «Malheureusement, sur beaucoup de points, on ne peut pas percevoir de contribution de la Russie à une détente», a-t-elle ajouté, tout en plaçant pour une poursuite du dialogue avec Moscou.

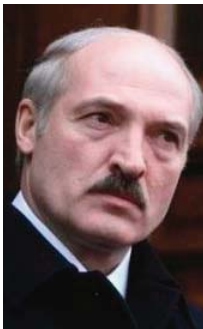
M^{me} Merkel avait fait savoir fin mars que le président russe Vladimir Poutine l'avait informée lors d'une conversation téléphonique d'un «retrait partiel des troupes russes à la frontière orientale de l'Ukraine», «pour stabiliser la situation en Ukraine et en Transnistrie».

Depuis, selon Berlin, rien n'est venu confirmer ce mouvement. L'Allemagne va continuer «de dire clairement que l'Ukraine a, à nos yeux, le droit à sa propre voie de développement», a affirmé la chancelière allemande. «Les Ukrainiens doivent décider par eux-mêmes de leur destin et nous allons aider l'Ukraine» dans cette voie, a-t-elle martelé.

La situation en Ukraine s'est tendue notamment après le rattachement en mars dernier de la péninsule ukrainienne de Crimée à la Russie, après un référendum non reconnu par Kiev et l'Occident, qui dénoncent une «annexion». Les autorités ukrainiennes provisoires en place depuis le renversement fin février du président Viktor Ianoukovitch accusent Moscou de vouloir «démembrer» leur pays ou au moins torpiller l'élection présidentielle prévue le 25 mai.

APS

Aucune menace directe au Bélarus



Les événements qui se déroulent en Ukraine ne posent aucune menace directe au Bélarus, a souligné mardi le président biélorusse Alexandre Loukachenko.

Le Bélarus fera tout son possible pour maintenir et développer ses relations avec l'Ukraine, a indiqué le président biélorusse.

«La préservation et l'approfondissement des liens politiques, commerciaux, économiques et culturels avec l'Ukraine font toujours partie des priorités biélorusses», a déclaré M. Loukachenko suite à une session du conseil de sécurité du pays à Minsk, session ayant mis l'accent sur la situation politique en Ukraine et son impact sur la sécurité nationale biélorusse.

La Russie propose de régler la crise par des négociations internationales

La Russie souhaite que la crise ukrainienne soit résolue par des négociations internationales avec les représentants des régions russophones du pays et les médiateurs internationaux, a annoncé mardi le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

«Nous demandons que le Sud et l'Est de l'Ukraine soient représentés pendant les prochains événements», a déclaré M. Lavrov aux journalistes.

«Depuis que le nouveau gouvernement ukrainien a pris le pouvoir à Kiev après le renversement du président Viktor Ianoukovitch, Kiev n'a rien fait pour satisfaire les demandes juridiques des régions russophones du pays», a-t-il expliqué.

«A l'opposé, tous les gestes de Kiev ont été pour la plupart négatifs», a-t-il souligné, faisant référence à la décision du parlement ukrainien d'abandonner une loi qui accordait à la langue russe un statut spécial dans le pays.

M. Lavrov a réitéré la volonté de Moscou de négocier sur la crise avec

l'Ukraine, l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis.

Pour sa part le ministre ukrainien des Affaires étrangères a déclaré que son pays était prêt à dialoguer afin de trouver une sortie de crise.

«L'Ukraine est prête pour des consultations avec la partie russe au niveau bilatéral et en présence des médiateurs internationaux de l'UE et des Etats-Unis», a rapporté l'agence de presse Interfax, citant le porte-parole du ministère, Eugène Perebinyin.

Lundi, Moscou et Washington ont avancé l'idée de créer un groupe de contact comprenant les hauts diplomates de l'Ukraine, de la Russie, de l'UE et des Etats-Unis, et d'organiser des discussions multilatérales dans les dix prochains jours.

L'initiative a été lancée juste après que les activistes pro-russes ont pris des bâtiments gouvernementaux dans la ville ukrainienne de Donetsk, demandant des relations plus étroites avec Moscou et des référendums pour se séparer de l'Ukraine.

Un attaché militaire russe expulsé du Canada

Les autorités canadiennes ont enjoint mardi un diplomate russe, attaché militaire adjoint à l'ambassade d'Ottawa, de quitter le pays, sur fond de tensions autour de la situation en Ukraine.

En poste depuis moins d'un an dans la capitale fédérale, le lieutenant-colonel Yuri Bezler a reçu l'ordre de quitter le Canada d'ici deux semaines,

selon le quotidien *Ottawa Citizen* et la télévision publique CBC, citant des sources anonymes.

L'ambassade russe et le ministère canadien des Affaires étrangères se sont abstenus de tout commentaire.

Le Canada, un pays où réside une forte communauté ukrainienne, a été l'un des membres du G7 les plus virulents dans la riposte diplomatique

contre la Russie depuis le début de cette crise.

Neuf militaires russes, sans accréditation diplomatique, ont déjà été expulsés du pays, tandis que l'armée de l'air canadienne mène actuellement un «exercice d'entraînement majeur» dans le Grand Nord où s'aventurent de temps à autres des bombardiers stratégiques russes.

NUCLÉAIRE: Les différences se réduisent entre l'Iran et le 5+1

Les différences se réduisent entre l'Iran et les grandes puissances dans leurs discussions sur un accord global concernant le programme nucléaire controversé de Téhéran, a affirmé mardi à Vienne un responsable de la délégation iranienne.

«Sur certaines questions, nous avons réduit les différences», a déclaré Abbas Araghchi, ministre adjoint des Affaires étrangères et responsable des questions techniques au sein de l'équipe iranienne, à l'issue d'une journée de négociations avec le groupe des pays du 5+1 (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne).

C'est la troisième session de négociations depuis que Téhéran a accepté en novembre dernier de geler une partie de ses activités nucléaires en échange d'une levée partielle des sanctions qui étouffent son économie.

Le «5+1» et l'Iran espèrent progresser suffisamment pour commencer en mai la rédaction d'un document final. Les négociations, qui se poursuivent mercredi, sont «difficiles et compliquées» mais se déroulent dans «une bonne atmosphère», a-t-il ajouté, cité par l'agence Mehr, précisant qu'une nouvelle série de discussions aurait lieu à Vienne à la mi-mai.

«Les deux parties ont tenté de régler les questions (en suspens) et de rapprocher leurs vues pour combler les fossés, afin de pouvoir entrer dans les détails (d'un accord global) lors de la prochaine session», a-t-il expliqué à la presse iranienne. Les deux parties doivent se retrouver «à Vienne à la fin du mois d'Ordibehesht», qui se termine le 20 mai, a précisé M. Araghchi.

Le programme d'enrichissement d'uranium continuera, a affirmé le diplomate, alors que l'un des points les plus délicats est l'étendue de ce programme, notamment le nombre et le type de centrifugeuses (les appareils réalisant l'enrichissement) utilisables par l'Iran. Les travaux «se poursuivront» sur le réacteur à eau lourde d'Arak, un installation en cours de construction qui inquiète les Occidentaux, mais l'Iran est prêt à utiliser «de nouvelles technologies» pour lever les inquiétudes, a-t-il dit. Le réacteur d'Arak utilise la filière du plutonium, qui pourrait elle aussi servir à fabriquer une bombe nucléaire. Les deux parties restent déterminées à conclure un accord global avant le 20 juillet, a-t-il affirmé. Cet accord supprimerait toutes les sanctions en échange de garanties solides et vérifiables que l'Iran ne cherche pas à se doter de la bombe atomique sous couvert d'un programme nucléaire civil. M. Araghchi a aussi écarté les inquiétudes du secrétaire d'Etat américain John Kerry sur l'éventuelle capacité de Téhéran à disposer en deux mois de suffisamment de matériel pour confectionner une bombe atomique. «Nous ne voulons pas l'arme nucléaire», a-t-il assuré.

ETATS-UNIS

Les récentes décisions israéliennes entravent le processus de paix au Proche-Orient

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry a estimé mardi qu'Israël entravait les pourparlers de paix avec son nouveau projet de colonisation à El-Qods-Est occupée et par son refus de libérer un dernier contingent de prisonniers palestiniens.

«Malheureusement, les prisonniers (palestiniens) n'ont pas été libérés le samedi (29 mars) où ils devaient l'être», a déploré M. Kerry devant la commission des Affaires étrangères du Sénat.

Il a également regretté les «700 logements de colonisation annoncés» par Israël, estimant que ses récentes décisions «ne contribuent



pas» à la poursuite du dialogue. La médiation américaine tente de débloquent les pour-

parlers de paix en multipliant les rencontres sur le terrain. Une rencontre tripartite

entre négociateurs israéliens et palestiniens et l'émissaire américain Martin Indyk pour tenter de débloquent les pourparlers de paix n'a néanmoins, débouché dimanche soir sur «aucune avancée», selon des sources palestiniennes.

Après le refus israélien de relâcher le 29 mars un contingent de détenus, comme prévu lors de la reprise des pourparlers de paix en juillet 2013 sous l'égide des Etats-Unis, le président palestinien Mahmoud Abbas a demandé mardi l'adhésion de la Palestine à 15 conventions et traités internationaux.

Les Palestiniens avaient rejeté dimanche la responsabilité de l'impasse sur le camp israélien qui «veut faire traîner les négociations jusqu'à la fin des temps».

Une frappe contre la Syrie n'aurait pas changé le cours de la guerre

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a estimé mardi qu'une frappe militaire des Etats-Unis contre la Syrie, telle qu'elle était prévue à l'été 2013, n'aurait pas modifié le cours de la guerre.

Le chef de la diplomatie américaine a passé une partie de la journée devant la commission des Affaires étrangères du Sénat à défendre la politique étrangère du président Barack Obama, vivement critiquée par les sénateurs, tant sur le processus de paix israélo-palestinien, que sur les négociations avec l'Iran, la crise ukrainienne ou le conflit syrien.

Sur la Syrie, le président Obama avait renoncé à la dernière minute à la fin de l'été dernier à frapper militairement le régime du président Bachar al-Assad, et les Etats-Unis avaient finalement trouvé un accord avec la Russie pour démanteler l'arsenal chimique syrien. A l'époque, M. Kerry avait plaidé avec passion pour une action

militaire «ciblée» et limitée dans le temps contre la Syrie.

Devant le Sénat mardi, M. Kerry a assuré que cette éventuelle frappe «aurait eu un effet, mais pas l'impact dévastateur grâce auquel le président Assad aurait dû changer le calcul» de sa stratégie sur le terrain.

«Il a fallu 30 000 sorties et 30 jours en Bosnie pour avoir un impact. Là, on allait avoir un ou deux jours pour réduire les capacités militaires du régime syrien et envoyer un message», a défendu le secrétaire d'Etat.

Il s'est au contraire félicité que, grâce à l'accord international sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien, «54% (des armes) aient été retirées» de Syrie.

Le président Obama avait défendu il y a dix jours sur CBS sa décision de ne pas frapper Damas, estimant que cela n'aurait pas «empêché» la poursuite de la guerre et soulignant que les Etats-Unis avaient leurs «limites» après une



décennie de conflits en Irak et en Afghanistan.

«Le président avait dit que cela n'aurait pas d'effet sur le calcul de Assad ou sur le cours de la guerre», a encore justifié John Kerry. «Cela aurait eu précisément l'effet recherché: envoyer un message à Assad sur le recours aux armes chimiques», a conclu le secrétaire d'Etat.

VENEZUELA

Vers un dialogue préparatoire gouvernement-opposition

Des délégations de l'opposition et du gouvernement vénézuéliens devaient se rencontrer mardi pour poser les bases d'un dialogue devant mettre fin au mouvement de protestation antigouvernemental qui agite le pays depuis deux mois, a annoncé le ministre équatorien des Affaires étrangères. Il est prévu «une réunion préparatoire, dans l'après-midi ou la soirée, entre les représentants du gouvernement et ceux de la Table de l'Unité démocratique» (MUD), la principale coalition de l'opposition, a annoncé Ricardo Patiño à la presse. Le ministre, qui fait partie d'une délégation de huit ministres de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) présents depuis dimanche à Caracas pour faciliter le dialogue politique au Venezuela, a précisé que cette réunion devait définir «l'agenda et la méthodologie» d'un futur dialogue. La veille, les ministres avaient convaincu le président Nicolas Maduro, ciblé par une vague de protestation depuis le 4 février, d'accepter le principe d'un dialogue avec l'op-

position. De son côté, l'opposition a refusé de se prononcer et le secrétaire exécutif de la MUD Ramon Avelledo a posé comme préalables un principe d'égalité entre les parties, un «ordre du jour clair», la retransmission des débats par la radio-télévision et la participation d'une tierce partie «de bonne foi».

La MUD a toutefois accepté de retrouver mardi les ministres de l'Unasur. Le président Maduro, qui bouclera sa première année de mandat le 19 avril, est confronté depuis plus de deux mois à une série de manifestations parfois violentes d'étudiants et d'opposants protestant contre l'insécurité, la mauvaise situation économique, les pénuries récurrentes et les brutalités policières. Les violences survenues pendant ou en marge des manifestations ont officiellement fait 39 morts et plus de 600 blessés. L'intensité de la mobilisation a décliné ces dernières semaines, mais des foyers éparpillés de violence persistent dans plusieurs villes du pays.

APS

ONU

Le Conseil de sécurité inquiet des tensions au Burundi

Les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont exprimé mardi leur «inquiétude» devant les tensions persistantes au Burundi, a déclaré le président du Conseil, l'ambassadrice du Nigeria Joy Ogwu.

Celle-ci rendait compte à la presse de consultations à huis clos au Conseil sur la situation au Burundi. Le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires politiques Jeffrey Feltman, a-t-elle indiqué, a exposé aux 15 ambassadeurs la situation dans le pays, soulignant «les activités violentes des mouvements de jeunesse des partis politiques».

«Nous avons tous exprimé notre inquiétude devant les tensions persistantes au Burundi à l'approche

des élections de 2015», a déclaré l'ambassadrice. Le Conseil, a-t-elle ajouté, «a réitéré son appel à un dialogue sans exclusions» qui doit se fonder sur les accords d'Arusha.

Le Burundi, qui se prépare à des élections générales sous tension en 2015, connaît depuis plusieurs semaines une grave crise politique, déclenchée par le départ du gouvernement, dominé par le parti hutu Cnodd-FDD, du principal parti tutsi du pays, l'Uprona.

La crise s'est aggravée avec des affrontements violents le 8 mars à Bujumbura entre militants du parti d'opposition MSD (Mouvement pour la Solidarité et le Développement) et la police.

PROGRAMME TÉLÉ

TF1

05h45 Magazine jeunesseTFou
07h25 Météo
07h30 Magazine de télé-achatTélésopping
08h20 Météo
08h25 Petits secrets entre voisins
08h55 Petits secrets entre voisins
09h25 Série dramatiqueAu nom de la vérité
09h55 Série dramatiqueAu nom de la vérité
10h20 Série dramatiqueAu nom de la vérité
10h55 Petits plats en équilibre
11h00 JeuLes douze coups de midi
11h50 Magazine sportifL'affiche du jour
12h00 Journal
12h40 Magazine de la gastronomiePetits plats en équilibre
12h45 Météo
12h55 Feuilleton sentimentalLes feux de l'amour
14h10 Téléfilm dramatiqueMa vie très privée
16h00 Jeul'addition, s'il vous plaît
17h00 JeuBienvenue chez nous
18h00 JeuMoney Drop
18h55 Météo
19h00 Journal
19h30 Magazine de services1001 questions santé
19h34 Météo
19h40 Série humoristiqueNos chers voisins
19h45 C'est Canteloup
19h55 Série policièreAlice Nevers, le juge est une femme77Inédit
20h45 Alice Nevers, le juge est une femme77
21h55 Alice Nevers, le juge est une femme77

2

07h00 Journal
07h10 Magazine de servicesTélématin (suite)
08h03 Magazine littéraireDans quelle étage
08h05 SportMarathon des sables
08h10 Feuilleton sentimentalDes jours et des vies
08h30 Feuilleton sentimentalAmour, gloire et beauté
09h00 Magazine de sociétéC'est au programme
09h55 Météo outremer
10h00 JeuMotus
10h30 JeuLes 2'amours
11h00 JeuTout le monde veut prendre sa place
11h55 Météo 2
12h00 Journal
12h48 Météo 2
12h50 Magazine du consommateurConso-mag
13h00 Magazine de sociétéToute une histoire
14h45 Magazine de servicesComment ça va bien !
15h55 Magazine culinaireDans la peau d'un chef
16h45 Divertissement-humourOn n'demande qu'à en rire
17h40 JeuN'oubliez pas les paroles
18h20 JeuN'oubliez pas les paroles
18h55 Météo 2
19h00 Journal
19h40 Série humoristiqueParents mode d'emploi
19h44 Magazine de l'économieParlons PME
19h45 Magazine musicalAlcaline l'instant
19h46 Météo 2
19h47 Magazine politiqueDes paroles et des actes
22h05 AutomobilismeTour auto
22h15 Magazine musicalAlcaline le mag

M

07h45 Dessin animéPrincesse Sofia
08h10 Dessin animéLes blagues de Toto
08h25 Dessin animéLe petit Nicolas
08h40 Série d'animationMartine
08h50 Météo
08h55 Magazine de télé-achatM6 boutique
10h05 Météo
10h10 Série sentimentaleLa petite maison dans la prairie
11h00 Série sentimentaleLa petite maison dans la prairie
11h50 Série humoristiqueScènes de ménages
12h40 Météo
12h45 Le 12.45
13h05 Série humoristiqueScènes de ménages
13h40 Météo
13h43 Magazine culinaireAstuces de chef
13h45 Téléfilm dramatiqueDeux mobiles pour un meurtre
15h35 Série hospitalièreHawthorne : infirmière en chef
16h20 JeuLes reines du shopping
17h20 JeuMon bistrot préféré
18h40 Magazine d'information100 % mag
19h40 Météo
19h45 Le 19.45
20h05 Série humoristiqueScènes de ménages
20h50 Série policièrePerception77Inédit
21h40 Série policièrePerception77
22h30 Série policièrePerception77
23h20 Série policièrePerception

3

06h36 Série d'animationNos voisins les Marsupilamis
07h04 Série d'animationNos voisins les Marsupilamis
07h31 Dessin animéLes lapins crétins : invasion
07h38 Dessin animéLes lapins crétins : invasion
07h45 Série d'animationLa chouette & Cie
07h50 SociétéDes histoires et des vies (2e partie)
08h50 SociétéDes histoires et des vies (2e partie)
09h45 Magazine du consommateurConso-mag

La sélection

TF1

19h50

Alice Nevers, le juge est une femme



Résumé

Alice est accusée d'avoir aidé Mathieu, le père de son fils, à s'enfuir avec des diamants volés. Elle risque la prison, d'autant que le producteur Divo, désireux de prendre sa revanche, en fait une affaire personnelle. Un malheur n'arrivant jamais seul, un cadavre est retrouvé dans les sous-sols du palais de justice et Victor, le greffier d'Alice, est soup-

çonné du meurtre. Marquand va devoir descendre au fond des catacombes de Paris pour découvrir la vérité...

2

19h47

Des paroles et des actes

Résumé

Au lendemain du second tour des élections municipales, qui ont marqué la progression du Front national dans les urnes et la victoire notamment, dès le premier tour, de Steve Briois à Hénin-Beaumont, Marine Le Pen, invitée sur le plateau de David Pujadas, commente les résultats de son parti et critique la classe politique. La présidente du Front national répond également aux différentes questions des analystes, qui mettent ses déclarations en perspective et affronte, dans la deuxième partie de l'émission, des personnalités politiques qui ont à cœur de nuancer ou de contredire ses affirmations.



3

19h45

Volte/Face



Résumé

En tirant sur l'inspecteur Sean Archer, Castor Troy tue le fils de celui-ci. Six ans plus tard, Sean parvient à retrouver Castor et l'envoie sur un lit d'hôpital. Le policier apprend que le frère de Castor, Pollux, emprisonné, est le seul à savoir où se trouve une bombe qui doit exploser quelques jours plus tard. Pour le faire parler, Sean se fait greffer le visage de Castor. Lequel, contre toute attente, sort du coma et, à son tour, «emprunte» le visage de Sean. Tandis que le tueur entre dans la peau du policier, celui-ci est emprisonné dans un quartier de haute sécurité, sans pouvoir se faire entendre. Sous les traits de Sean, Castor désamorce la bombe, devient un héros national et s'amourache de la femme de Sean, Eve. Le policier, de son côté, parvient à s'évader...

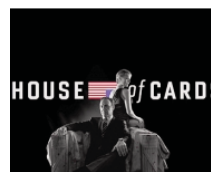
CANAL+

19h55

House of Cards

Résumé

A l'étranger, la situation militaire est dans l'impasse. Malgré cet état de fait et les tensions qu'il perçoit à un niveau plus personnel, Francis est décidé à porter le coup de grâce à Raymond Tusk, sans se préoccuper des conséquences. Cette manœuvre met directement en cause la Maison-Blanche, qui se serait bien passé de cette nouvelle affaire. Claire, de son côté, entre en conflit avec Jackie Sharp concernant un projet de loi. Il faut à tout prix éviter que cet antagonisme ne dégénère...



M

19h50

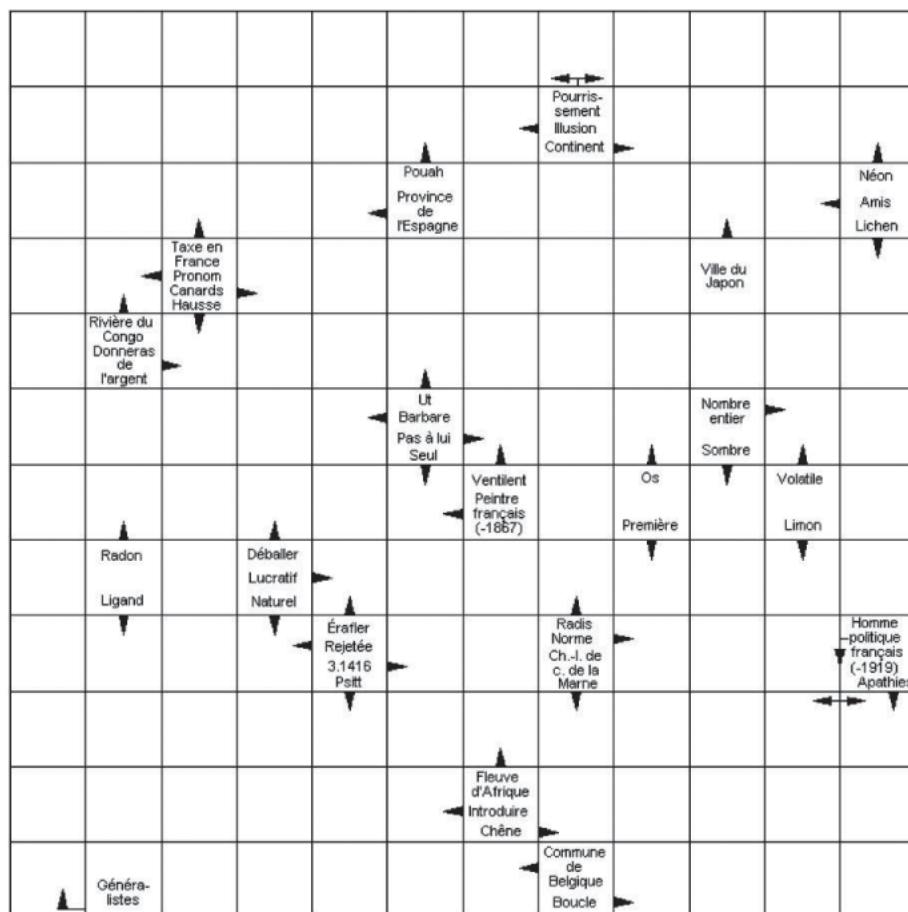
Perception



Résumé

Daniel Pierce est un excentrique professeur de neurosciences connu pour être le meilleur dans sa discipline. Et pour cause : il est lui-même atteint d'une maladie neurologique. Daniel est recruté par Kate, une ancienne étudiante devenue agent du FBI pour l'aider dans une sombre affaire impliquant la mort d'un cadre employé par une société pharmaceutique. La femme de ce dernier s'accuse du meurtre de son mari, mais Daniel écarte cette hypothèse. L'enquête s'oriente alors vers une jeune femme travaillant dans le même labo que la victime, avec qui elle aurait eu une aventure. Au cours de l'enquête, les hallucinations schizophrènes dont souffre périodiquement Daniel refont surface...

Mots fléchés n°565



Proverbes

Une main toute seule ne peut pas applaudir.

Proverbe algérien

C'est le manque d'hommes, qui fait des féminisés des hommes.

Proverbe berbère

L'oisif joue avec le diable.

Proverbe arabe

L'exactitude est la politesse des rois.

Proverbe français

C'est arrivé un 10 avril

879 : Louis III devient roi des Francs.

1814 : bataille de Toulouse. Bataille incertaine entre les troupes britanniques et le maréchal Soult.

1876 : création de la Caixa Geral de Depósitos au Portugal sous le règne de Louis I^{er}.

1938 : début du troisième mandat d'Édouard Daladier comme président du Conseil.

1941 : l'Afrikakorps entame le siège de Tobrouk.

1948 : résolution n° 45 du Conseil de sécurité des Nations unies relative à l'admission de l'Union birmane (Myanmar).

1992 : massacre de Maragha pendant le conflit du Haut-Karabagh.

1998 : signature de l'accord de Paix pour l'Irlande du Nord.

2009 : le président fidjien, Josefa Iloilo, prend les pleins pouvoirs et abroge la Constitution.

2010 : accident de l'avion présidentiel polonais à Smolensk.

2010 : Samedi noir de Bangkok.

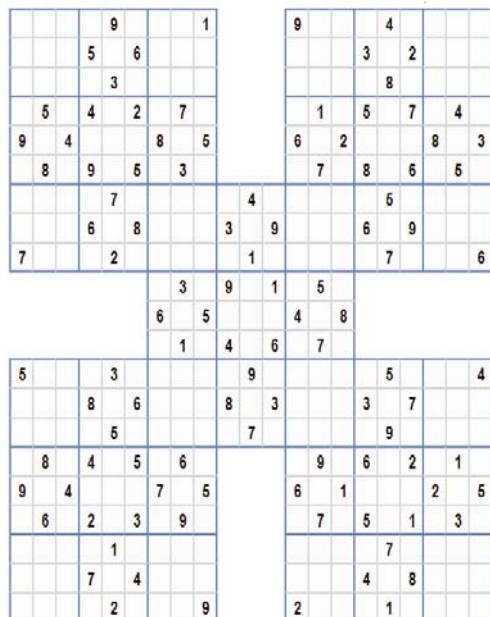
Célébrations :

- États-Unis : National Cinnamon Crescent Day, Jour du croissant à la cannelle.
- États-Unis : Golfer's Day, Journée du golfeur.

Samouraï-Sudoku n°565

Les problèmes de sudoku samouraï se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samouraï a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



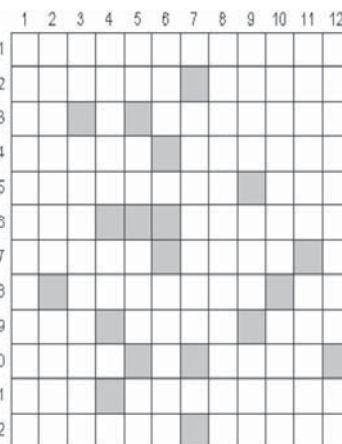
Mots croisés n°565

► Horizontalement:

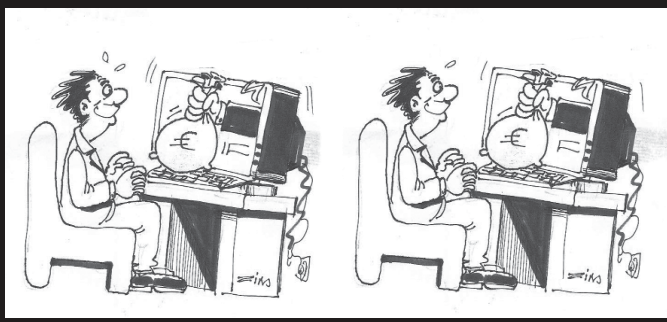
1. Immunise contre un poison
2. Filet de pêche carré - Médecin américain d'origine russe
3. Largeur d'une étoffe - Tordis
4. Botaniste néerlandais - Relatif aux infractions qui peuvent frapper leurs auteurs
5. Physicien suisse puis américain, d'origine allemande - Sigle de l'angl. Human Immuno-Defi-
6. Poisson d'eau douce - Hangar
7. Qui se meut avec agilité - Fils de Sem
8. Combat, rixe à coups de poing - Titane
9. Prière catholique à la Vierge - Céder à une incitation (p.p.) - Monogramme grec de Jésus
10. Arctique - Famille princière d'Italie, II. Solution - Ecrivain français
11. Coupée - Haler

► Verticalement:

1. Animosité
2. Plante - Unité de force électromotrice
3. Thallium - Inattendue
4. Ecrivain américain - Pron. pers.
5. Île française de l'Atlantique - Stokes - Le moi - Béryllium
6. Colère - Langue non indo-européenne parlée dans l'Antiquité
7. Torsade
8. Porteraient un coup avec violence
9. Grosse mouche - Qui n'a pas d'éclat - Service du travail obligatoire
10. Fondateur de la dynastie des Aghlabides - Aussi, de même
11. Insecte abondant près des eaux-Sujet
12. Caches qqch - Infinif



7 erreurs



TOUR CYCLISTE DU MAROC (5^E ÉTAPE)L'Algérien Abdelbasset Hanachi
15^e au classement

L'athlète Abdelbasset Hanachi de l'équipe nationale algérienne s'est classé à la 15^e place, signant un chrono de 3 h 49 min 35 sec lors de la cinquième étape du 27^e Tour cycliste du Maroc, courue mardi entre Ouarzazate et Tinghir (164 km).

L'étape a été remportée par le Marocain Aït El Abia (sélection olympique) qui a enregistré un chrono de 3h 44min 46 sec devant au sprint le Russe Alexey Ryabkin (Team 21) et le Français Loïc Desriac (GSC Blagnac Velo Sport 31).

À l'issue de cette étape, le Hongrois Peter Kudsztore (Utensilnord) est toujours leader (maillot jaune) avec un temps cumulé de 18h 27min 39 sec, devant l'Italien Mazzi Alessandro (18 h



28 min 02 sec) et le Marocain Mouhsine Lahssaini (équipe nationale A)

avec un total de 18h 28min 5 sec. L'athlète algérien Azzedine Laggab a reculé de la 18^e à la 20^e place avec un chrono 18 h 40 min 9 sec. Au classement général par équipes, l'équipe nationale du Maroc a gardé la première place au tableau en 55h 29 min 45 sec tandis que la sélection algérienne demeure à la 9^e position en 56 h 13 min 58 sec.

L'équipe algérienne est composée des athlètes Abdelbasset Hanachi, Azzedine Laggab, Abdellah Benyoucef, Abdelmalek Madani, Abdelkader Belmokhtar et Hichem Chabane.

La 6^e étape devait relier Tinghir à Errachidia (136 km). Environ 120 coureurs répartis en équipes de 6 athlètes venant de 20 pays participent au Tour (4-13 avril) lequel comprend 10 étapes étalées sur un parcours total de 1 526 km.

ADRAR

Divers projets de structures sportives
à réaliser prochainement

Les travaux de réalisation d'une dizaine de projets relevant du secteur de la Jeunesse et des sports seront lancés, dans le courant de ce 1^{er} semestre, à travers différentes communes de la wilaya d'Adrar, a-t-on appris du responsable local du secteur.

Appelées à promouvoir la pratique sportive et les activités de jeunes dans la région, notamment dans les zones reculées, ces opérations portent sur la réalisation de deux complexes sportifs de proximité dans les communes d'Anzedjemir et Deldoul, et d'une maison de jeunes dans la commune de Tinerkouk, a précisé le Directeur de la Jeunesse et des Sports, Ali Bouzidi. Le DJS a fait état aussi de projets, en cours de réalisation, d'un bassin de natation à Adrar et d'une auberge de jeunes de 50 lits à Reggane, en plus de l'octroi d'une enveloppe de 100 millions DA pour l'acquisition d'équipements pédagogiques au profit de l'Of-

fice des établissements de jeunes (ODEJ), ainsi que des équipements sportifs pour le complexe sportif d'Adrar. Le secteur réceptionnera, par ailleurs, deux piscines semi-olympiques à Reggane et Timimoune et une salle omnisports à Bordj Badji Mokhtar, a-t-il ajouté.

La wilaya d'Adrar a bénéficié, au titre du dernier programme complémentaire, de projets de réalisation d'un projet de stade de football de 5 400 places dans la commune d'Aoulef, de deux piscines semi-olympiques à Aoulef et Tinerkouk et d'une auberge de jeunes de 50 lits dans la commune d'Ouled Aissa.

Des projets de deux maisons des jeunes dans les communes de Tit et Timegtène, dans le Tidikelt, ainsi que 10 aires de sports de proximité à travers certaines communes, sont également projetés par le secteur de la Jeunesse et des sports de la wilaya d'Adrar, selon le même responsable.

EUROPA LEAGUE (QUARTS DE FINALE RETOURS) VALENCE

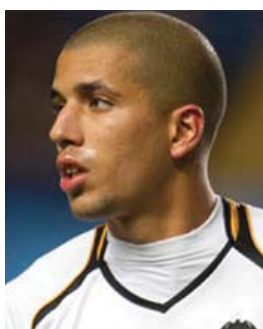
Feghouli d'attaque contre Bâle

Le milieu offensif algérien de Valence, Sofiane Feghouli, est convoqué pour le quart de finale retour de l'Europa League contre le FC Bâle ce soir au stade Mestalla, selon le site officiel du club espagnol de première division.

Feghouli figure dans le groupe des 19 joueurs retenus par l'entraîneur Juan Antonio Pizzi pour tenter l'exploit de se qualifier pour les demi-finales après la cuisante défaite du match aller (3-0) en Suisse. Au match aller disputé à huis clos, les partenaires de Feghouli sont passés complètement à côté de leur sujet. Pour le match de ce soir, l'entraîneur argentin Pizzi a envoyé un message positif :

«Nous vaincrons parce que nous pouvons et nous devons le faire. Nous avons montré que nous pouvons battre notre adversaire (...)»

Nous avons une chance de marquer des buts, ne désespérez pas». C'est la troisième confrontation entre les deux équipes à Mestalla en compétitions européennes avec, à la clé, à chaque fois un succès des Espagnols. La première confrontation remonte à 1965 en coupe des Foires et Valence s'était largement imposé (5-1) à Mestalla après avoir remporté le match aller (3-1). La deuxième confrontation a eu lieu en 2002 en Ligue des champions avec un large succès de Valence à domicile (6-2).

ATHLÉTISME
Signature
d'une convention
cadre entre
les fédérations
algérienne
et française

La Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) et son homologue française (FFA) ont signé lundi soir à Alger, une convention cadre de coopération portant sur plusieurs aspects, a indiqué mardi l'instance fédérale algérienne.

Le document a été paraphé par le président de la FAA, Ammar Bouras et celui de la FFA, Bernard Amsalem, lors d'une cérémonie en présence des membres du bureau fédéral de la FAA, et de MM. Ghani Yalouz et Julien Mauriat, respectivement directeur technique national et directeur général de la fédération française, a précisé la FAA dans un communiqué. Cette convention, «appelée à être enrichie, sera mise en application dès cette année», souligne la fédération, ajoutant que les échanges visant le développement de l'athlétisme sur plusieurs plans, est «un des principaux points du partenariat qui tend à offrir aux jeunes athlètes des deux pays, un rapprochement en matière de compétition, formation, développement, selon les besoins de chaque fédération».

Aussi, les deux institutions s'engagent-elles à conjuguer leurs efforts pour assurer la promotion de l'athlétisme dans les deux pays. Cet objectif passe par «la prise en charge réciproque des délégations en déplacement dans l'un ou l'autre pays».

Il est aussi question de participation de techniciens algériens aux stages de formation programmés par la Fédération française et l'accueil de deux à trois officiels algériens pour encadrer des championnats nationaux d'athlétisme en France.

Le document signé porte également sur la venue en Algérie, de formateurs français pour encadrer des stages de formation pour entraîneurs, officiels et pour les manipulateurs de la photo finish. Le président de la FFA, Amsalem a invité les athlètes algériens à participer aux compétitions que sa fédération organise dont le marathon de Paris (novembre prochain) et le 20 km Marseille-Cassis, qui aura lieu le 26 octobre prochain. Le ministre de la jeunesse et des sports, Mohamed Tahmi avait reçu lundi matin en son département, les présidents des deux instances fédérales, Ammar Bouras et Bernard Amsalem, afin d'étudier les voies et moyens même de renforcer les relations de partenariat entre les deux parties. À l'issue de cette rencontre, Bernard Amsalem a fait part de l'intérêt de la fédération française quant au renforcement de la coopération avec son homologue algérienne dans le domaine de la formation. M. Amsalem qui s'est félicité de cette entrevue s'était aussi engagé à discuter avec la ministre française chargée des sports, Najat Vallaud-Belkacem, pour dynamiser la coopération en matière de sport entre l'Algérie et la France.

Le patron de la FFA a également été reçu au Comité olympique algérien où il a été question du développement de la pratique sportive en général. M. Amsalem, également vice-président du Comité olympique français a évoqué avec des membres du bureau du COA, les voies et moyens de renforcer la coopération entre les deux instances olympiques.

APS

Sudoku n°564

1	9	4	8	6	5	7	3	2
8	6	5	2	3	7	4	9	1
3	2	7	1	9	4	8	6	5
6	7	8	9	4	2	5	1	3
2	6	3	6	7	1	9	4	8
4	1	9	5	8	3	2	7	6
9	8	2	7	1	6	3	5	4
7	4	6	3	5	8	1	2	9
5	3	1	4	2	9	6	8	7
2	3	5	1	8	7	6	9	4
4	1	6	2	9	5	8	3	7
9	7	8	4	6	3	2	1	5
5	1	8	6	3	4	7	9	2
6	3	2	9	7	5	8	4	1
4	9	7	1	2	8	5	6	3
2	7	9	4	8	1	3	5	6
1	6	4	2	5	3	9	7	8
3	8	5	7	6	9	1	2	4
9	2	1	8	4	7	3	5	6
7	4	3	5	1	6	2	8	9
8	6	3	9	2	4	1	7	5
6	9	2	4	1	8	5	3	7
4	8	3	7	6	5	2	9	1
1	7	5	3	2	9	8	4	6
2	6	4	9	7	1	3	8	5
8	1	7	6	5	3	9	2	4
9	3	6	8	4	2	7	1	5
7	2	9	1	8	6	4	5	3
5	6	8	2	3	4	1	7	9
3	4	1	5	9	7	6	8	2
4	8	6	7	5	3	1	9	2
9	6	3	1	6	2	7	4	8
1	7	2	4	9	8	3	6	5
5	4	7	8	2	1	9	3	6
6	2	9	5	3	4	8	7	1
3	1	8	9	7	6	5	2	4
7	9	1	6	4	5	2	8	3
2	6	5	3	8	9	4	1	7
8	3	4	2	1	7	6	5	9

Mots Croisés N°564

HENRICHEMONT
ABOULIE■AREU
BESTIALES■AM
IN■O■INSANE
LIESSE■VENTS
IENISSE■SIC
TR■D■THERESE
ASPET■OUI■EN
T■I■IONS■ARC
INSPECTEUR■E
OISON■E■RMI■
N■EUSKERIENS

Mots Fléchés N°564

SERICICULTRICES
A■ORALISE■ELOGE
GALIPETTES■EN■R
UNES■TEE■NOS■ER
ED■ERS■NEOPHYTE
NOTRE■OS■ITALIE
AU■ANGUILLE■ARS
YIN■TUILLES■ANE■
LLIVIA■ENKI■GRE
ALLIENT■TYR■Y■U
CE■FRAISE■KILOS
STE■ECRU■POSAS■
ATRE■OEIL■URNES
IEPER■AVANTAGER
N■E■INUIT■SE■SI
TIMON■F■EEKLO■N
JOEL■PLANS■ISSA
ERRES■ART■ETANG
AGE■EON■EMMEN■A
NA■BLOCUS■USTER

CALENDRIER DE LA FIN DE SAISON

La LFP devant un véritable casse-tête

Après le report de la reprise des deux championnats dans ses deux Mobilis-Ligues 1 et 2, élection présidentielle du 17 avril oblige, la Ligue de football professionnel (LFP) s'est retrouvée devant un véritable casse-tête pour élaborer le calendrier de la fin de saison, d'autant que l'ultime journée est fixée au 17 mai.

M.A.F

Reporté une première fois au 19 avril, le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF), dans sa réunion tenue dimanche, a décidé de repousser la reprise de la compétition d'une semaine, soit le 25 avril, pour la Mobilis-Ligue 2, et le 26 pour l'élite.

Devant cette situation rocambolesque, la LFP, présidée par Mahfoud Kerbadj, est contrainte de programmer les six dernières journées de la Mobilis-Ligue 1 et les cinq de la Mobilis-Ligue 2, en un temps court, puisque 23 jours seulement séparent la reprise à la date du 17 mai, décidée auparavant par l'instance dirigeante de la compétition, pour permettre à l'équipe nationale d'amorcer sa dernière ligne droite dans sa préparation pour la Coupe du monde au Brésil (12 juin-13 juillet).

Dans une récente déclaration à la presse, le patron de la LFP a affirmé que son instance est prête à programmer une journée,

chaque trois jours, pour pouvoir boucler la saison à temps et sans aucun retard.

Cette sortie, pour le moins inattendue, estiment les observateurs, a mal été accueillie par la plupart des pensionnaires des deux Ligues, qui ont compris par là que leurs équipes seront soumises à un rythme de compétition infernal pour éviter de terminer la saison au-delà de la date du 17 mai.

La sortie de Kerbadj n'a pas été du goût de certains clubs, notamment ceux qui sont menacés par la relégation. Ils estiment que les joueurs ne pourront pas jouer à ce rythme, ce qui devrait leur jouer un mauvais tour le jour du match sur le plan physique.

«C'est pratiquement impossible de soumettre le joueur à ce rythme. Jouer 6 journées en 22 jours est difficile», a souligné le président du MC Oran, Youcef Djebbari, dont l'équipe est sérieusement menacée par le spectre de la relégation.

Certains présidents ont même proposé à la LFP de repousser la fin de la saison pour la fin du mois de mai, une manière



d'épargner à leurs équipes de jouer à un rythme élevé. Contacté par DK News, Mahfoud Kerbadj n'a pas voulu trop s'étaler sur le sujet, affirmant que la LFP dévoilera bientôt le calendrier de la fin de saison «qui tiendra compte, en premier lieu, de l'engagement de la sélection au Mondial».

En réaction à cette situation, l'association des présidents de clubs compte saisir

la Ligue pour évoquer ledit calendrier et demander à ce qu'elle soit consultée à son sujet.

Dans le cas où le LFP maintiendra sa décision initiale de boucler l'exercice actuel le 17 mai, nous risquons d'assister à de vives protestations de certains clubs. Wait and see.

PUBLICITÉ

SELON LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU DÉVELOPPEMENT SPORTIF AU MJS, MOKHTAR BOUDINA:

Le MJS incite les fédérations à développer une politique de management

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a incité les différentes fédérations sportives algériennes à développer une politique de management pour pouvoir s'assurer des ressources alternatives aux financements publics, selon le directeur général du développement sportif au MJS, Mokhtar Boudina.

"Sur le plan de la gestion des fédérations, nous avons demandé à toutes ces instances d'œuvrer pour s'assurer des ressources alternatives. Il faut que ces fédérations développent un management à même de pouvoir capter des financements alternatifs aux financements publics qui ne sont pas tout le temps garantis", a déclaré M. Boudina à l'APS.

"Nous avons beaucoup incité les fédérations à développer un marketing qui leur permettra de vendre les événements qu'elles ont, comme le Grand Tour d'Algérie de cyclisme qui est une niche très importante sur le plan de financement, le Meeting international d'Alger, le marathon ou encore la boxe qui est une discipline très porteuse, mais malheureusement sur le plan du management, la fédération est encore loin", a-t-il regretté.

Le directeur général du développement sportif au MJS a relevé, en outre, l'absence d'une stratégie de communication dans la



politique de gestion de ces instances sportives : "Nous avons remarqué que beaucoup de fédérations n'ont pas développé une politique de marketing, d'ailleurs la part des finances autres que publiques est maigre, malgré les potentiels existants. Ils ont des événements mais pas d'efforts consentis", a-t-il ajouté.

Le même interlocuteur a vivement critiqué l'attitude de gestion "passive" de ces fédérations qui "ne font pas d'efforts pour communiquer et faire dans la transparence (site web, bulletin d'information...)". "Tout simplement, elles (les fédérations, ndlr) ne sont pas présentes sur la scène. Elles se contentent d'avoir une attitude de gestion passive", a-t-il conclu.

MOBILIS-LIGUE 1 DE FOOTBALL

Le MC Alger boucle son stage de Tlemcen par une défaite face au WAT (2-1)



Le MC Alger (Mobilis-Ligue 1 algérienne de football) a bouclé hier son stage d'une semaine à Tlemcen, par une défaite en amical face au pensionnaire de la Mobilis-Ligue 2, le WA Tlemcen (2-1), la seconde face au même adversaire en trois jours.

Les deux équipes s'étaient rencontrées dimanche dernier au stade Akid-Lotfi de Tlemcen avec une première victoire des locaux (3-1). Ce stage a permis au Doyen de préparer la suite de la Mobilis-Ligue 1, mais surtout la finale de la 50^e édition de la Coupe d'Algérie, face à la JS Kabylie, le jeudi 1^{er} mai prochain au stade Mustapha-Tchaker de Blida (16h00).

Ce regroupement a coïncidé avec la trêve qu'observe la compétition nationale en raison de la tenue de l'élection présidentielle le 17 avril. Lors de la reprise du championnat de Mobilis-Ligue 1, prévue le samedi 26 avril, le MCA (5^e, 38 points) accueillera la formation du CABB Arréridj (15^e, 20 pts), à l'occasion de la 25^e journée.

Outre la finale de la Coupe d'Algérie, à travers laquelle les Algérois chercheront à se racheter après leur défaite lors de la précédente édition face au voisin de l'USM Alger (1-0), le podium en championnat reste l'autre objectif du MCA, à six journées de l'épilogue.

Le MCA avait composé son billet pour la finale, à la faveur de sa victoire face à la JSM Chéraga (2-0).

APS

MOBILIS-LIGUE 1 / MO BÉJAÏA «L'arrêt de la compétition est venu au mauvais moment»

L'entraîneur du MO Béjaïa (Mobilis-Ligue 1 algérienne de football), Abdelkader Amrani, a affirmé hier que l'arrêt qu'observe actuellement la compétition «est venu au mauvais moment» pour son équipe, soulignant que l'idéal était de programmer deux journées avant cette période d'inactivité.

«Franchement, cet arrêt du championnat est intervenu au mauvais moment pour nous. Un arrêt d'un mois, à six journées de la fin, est difficile à gérer. Les joueurs risquent d'être démotivés en restant loin des terrains pendant une longue période. La Ligue de football aurait dû programmer deux journées avant cet arrêt, les 5 et 12 avril», a indiqué à l'APS le premier responsable technique de la formation des «Crabes». Dans un communiqué publié sur son site officiel, la LFP avait indiqué que la 25^e journée, qui devait se jouer le 5 avril, a été reportée au 19 du même mois, en raison de l'élection présidentielle.

La date de la reprise a été à nouveau modifiée par le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF), qui a annoncé lundi que l'ensemble des championnats reprendront le week-end des 25 et



26 avril.

«La date de l'élection avait été annoncée depuis plusieurs mois, et la LFP aurait dû prendre ses précautions pour élaborer un nouveau calendrier qui tiendra compte de cette échéance», a-t-il ajouté.

Le président de la LFP, Mahfoud Kerbadj, avait affirmé que son instance est prête «à programmer les six dernières journées de la Mobilis-Ligue 1 au rythme d'une seule journée tous les trois jours, pour pouvoir boucler la saison à la date fixée initialement», soit le samedi 17 mai. «C'est difficile de jouer à ce rythme. Cela ne va pas donner assez de temps au joueur pour récupérer entre chaque match. Mais nous n'aurons pas le choix, nous sommes

obligés de jouer selon le calendrier qui sera établi par la ligue», a souligné le coach du MOB.

Par ailleurs, et concernant les chances de son équipe dans la course au maintien, Amrani se montre confiant et serein. «C'est vrai que nous ne sommes pas loin de la zone rouge, mais je reste confiant pour la suite de la compétition. Si nous parvenons à remporter nos matchs qui nous restent à domicile, cela devrait nous suffire pour assurer le maintien», a-t-il conclu.

A l'issue de la 24^e journée, le MOB pointe à la 11^e place au classement de la Mobilis-Ligue 1 avec 27 points, à sept longueurs du premier relégable, le CRB Aïn Fekroun.

PUBLICITÉ

Mourinho, roi d'Europe

LES DESSOUS DE SON INCROYABLE CÉLÉBRATION

Alors qu'il a effectué des choix payants mardi soir en quart de finale retour de la Ligue des Champions face au PSG, José Mourinho a été l'un des grands artisans de la qualification des

Blues. Il est revenu en détail sur sa célébration marquante après le deuxième but. Si le scénario est cruel pour le PSG (battu 2-0 par Chelsea mardi, et éliminé de la Ligue des

Champions), les joueurs de Chelsea ont prouvé qu'ils méritaient leur qualification pour les demi-finales de la Ligue des Champions. En tête de liste, José Mourinho a été le grand monsieur

de la soirée, puisque le Special One a une nouvelle fois opté pour les bons choix en faisant entrer en cours de match André Schürrle et Demba Ba, les deux buteurs de Chelsea.

«ON A UN ESPRIT SPÉCIAL»

L'entraîneur de Chelsea assure par ailleurs que cette qualification face au PSG n'est pas si extraordinaire : «Mes joueurs ont suivi notre plan. Je suis heureux du résultat, mais on a été chanceux. C'est une bonne victoire, mais j'ai fait, et Chelsea a fait tant de demi-finales, que ce n'est pas si extraordinaire».

Le roi des présences en demi-finale

Suite à la victoire de son équipe face au Paris Saint Germain sur le score de 2-0 hier lors du match retour des quarts de finale de la Ligue des Champions, José Mourinho est devenu l'entraîneur avec le plus de présences en demi-finale de la compétition. Grâce à cette victoire il atteint ce stade de la compétition pour la huitième fois de sa carrière ! Le portugais était à égalité avec Alex Ferguson avec sept présences chacun en demi-finale, avec l'emblématique entraîneur écossais qui ne risque plus de rattraper le Mou, lui qui a pris sa retraite l'été dernier.

LE COACHING DÉCISIF

Alors qu'il s'est jeté sur ses attaquants après le deuxième but de Demba Ba, José Mourinho revient en détail sur les consignes dont il leur a fait part : «Je n'étais pas en train de faire la fête. Je donnais des consignes à Fernando Torres et Demba Ba. Parce qu'il restait encore 3 minutes de temps additionnel derrière, et qu'à ce moment-là, la manière dont nous jouions était bien trop risquée. Je voulais que Demba joue devant la défense, car je savais qu'Alex allait monter sur les longs ballons, et je voulais que Fernando défende sur Maxwell car c'est un latéral très offensif. J'ai essayé d'utiliser mes deux joueurs frais différemment pour tenir lors de cette fin de match», explique José Mourinho.

DEMBA BA LE SUPPORTER «TUEUR»

En zone mixte, le Sénégalais âgé de 28 ans a reconnu qu'il a eu un sentiment mitigé après le coup de sifflet final étant donné qu'il est un grand supporter du PSG ! «C'était un peu compliqué de les voir avec la tête baissée mais c'est le football. J'ai souhaité deux défaites de Paris depuis que je les supporte. Ça a été aujourd'hui et la semaine dernière», a-t-il confié. Au sujet de son but, Demba Ba a souligné le fait que ce dernier lui a donné «du plaisir» ainsi qu'à tous ceux qui aiment Chelsea. «J'étais en dessous de la pyramide. J'avais du mal à respirer.»

Mourinho avait tout prédit selon Eto'o !

En l'emportant 2-0 face au PSG, Chelsea a réalisé le match parfait. Pour beaucoup, José Mourinho y est pour beaucoup dans la victoire des siens. Samuel Eto'o ne peut pas le contester bien au contraire puisqu'il s'est livré à une étonnante confiance au micro d'Infosport+. «On savait que c'était possible. Le scénario est incroyable. Mourinho l'avait dit : un but en première mi-temps, un but en fin de match. C'est la magie du football.» Voilà qui devrait encore renforcer la légende du Special One.



ALGÉRIE-BELGIQUE

M. Yousfi reçoit l'ancienne présidente du Sénat Belge

Le Premier ministre par intérim Youcef Yousfi a reçu mercredi à Alger l'ancienne présidente du Sénat Belge, Anne-Marie Lizin, en visite d'amitié, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. Mme Lizin séjourne en Algérie dans le cadre du dispositif d'observation internationale de l'élection présidentielle du 17 avril 2014. L'entretien «a essentiellement permis d'évoquer les préparatifs liés à l'organisation de cette importante échéance électorale ainsi que les moyens mis en œuvre pour lui assurer les meilleures conditions de déroulement», selon la même source. Les deux parties ont, par ailleurs, mis à profit cette rencontre pour «procéder à un échange de vues sur des questions à caractère régional et international d'intérêt commun», conclut le communiqué.

ALGÉRIE - TUNISIE

M. Djoudi reçu à Tunis par le chef du gouvernement tunisien

Le ministre des Finances, Karim Djoudi, a été reçu mardi par le chef du gouvernement tunisien, Mehdi Jomaa, en marge des réunions des Assemblées annuelles des institutions financières arabes et des travaux de la 5e session du conseil des ministres arabes des Finances qui se tient à Tunis. Selon une source proche de la délégation algérienne, les entretiens entre les deux parties ont porté sur les voies et moyens à même de renforcer la coopération entre l'Algérie et la Tunisie notamment dans les domaines économique et financier. L'Algérie a été officiellement élue mardi lors des réunions des institutions financières arabes à la tête du conseil des ministres arabes des Finances pour la période 2014-2015.

APS

MESSAHEL

Plus de 160 demandes de journalistes étrangers pour la couverture de l'élection présidentielle

Le ministre de la Communication, Abdelkader Messahel a indiqué hier que l'Algérie avait reçu plus de 160 demandes de journalistes étrangers pour la couverture de l'élection présidentielle du 17 avril.

L'Algérie a reçu plus de 160 demandes de journalistes étrangers de tous les continents pour la couverture de l'élection présidentielle, a précisé le ministre en marge de

l'inspection du Centre international de presse (CIP). Le premier groupe de journalistes arrivera jeudi à Alger, a-t-il ajouté, soulignant que l'Etat avait mobilisé tous les moyens

pour faciliter leur travail. Le CIP qui est mis à la disposition de la presse écrite et audio-visuelle a été doté d'équipements modernes, a rappelé M. Messahel. Le CIP qui est

fonctionnel dès aujourd'hui et jusqu'au 18 avril a été équipé pour la première fois de studios pour la diffusion de l'événement en direct et en différé, a fait savoir le ministre.



ALGÉRIE - EQUATEUR

L'Equateur ouvrira très prochainement une ambassade en Algérie

Le vice-ministre équatorien des Relations extérieures et de l'intégration politique, Leonardo Arizaga Schmegel, a annoncé mercredi à Alger que son pays ouvrira une ambassade en Algérie au cours du premier semestre 2014.

«L'Equateur a décidé d'ouvrir une ambassade dans votre pays (Algérie) car nous désirons approfondir nos relations avec l'Algérie et à travers elle avec les autres pays d'Afrique du Nord», a-t-il indiqué à la presse au terme d'une audience que lui a accordée le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et afri-

caines, Madjid Bouguerra. «Nous comptons ouvrir notre ambassade en Algérie dans les quelques semaines à venir. Cela se fera au courant du premier semestre de l'année (2014)», a-t-il précisé. Selon M. Schmegel, l'Equateur a décidé également d'ouvrir des ambassades dans d'autres pays africains dans le cadre de la coopération sud-sud. «Mon pays ouvrira cette année des ambassades au Nigeria, au Kenya, en Ethiopie et en Angola», a-t-il précisé.

Concernant ses entretiens avec le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et afri-

caines, M. Schmegel, a indiqué qu'ils ont porté notamment sur «l'identification des voies et moyens de développer la coopération économique et commerciale entre l'Algérie et l'Equateur». Les entretiens ont porté aussi sur la coopération sud-sud et la coordination des positions lors de forums internationaux, a-t-il ajouté. M. Schmegel a, à cette occasion, rappelé que l'Equateur et l'Algérie adoptaient souvent des positions identiques dans le cadre de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep), dont ils sont membres.

PUBLICITÉ



SONY



PARTENAIRE OFFICIEL



Xperia™ C

Xperia™ M dual

**Achetez le pack Xperia™
Mobicontrol 3G++ 2000
avec 1 mois offert**

XPERIA

Tentez de gagner avec Sony un ticket
pour la coupe du monde de la FIFA™

www.3g.dz

mobilis